

LE RÉGIME DE LA PRESSE EN ÉGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 28 Décembre 1912, à 4 h. 1/2.

PAR

MAHMOUD FOUAD

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants } *MM. ESMEIN, professeur.*
 JACQUELIN, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE RÉGIME DE LA PRESSE EN ÉGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mercredi 28 Décembre 1912, à 4 h. 1/2.

PAR

MAHMOUD FOUAD

Président : M. LARNAUDE, professeur.

Suffragants } *MM. ESMEIN, professeur.*
 } *JACQUELIN, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS, 5^e Arrond.

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1912

BIBLIOGRAPHIE

1. *Code expliqué de la presse*, par BARBIER, 2 vol. et un supplément.
 2. *Traité de la presse*, par G. LE POITTEVIN, 3 vol.
 3. *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, par FABREGUETTES, 2^e éd., 1901, 2 vol.
 4. *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence : V^o Presse-outrage*, de DALLOZ.
 5. *Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse*, par CHASSAN, 2 vol., éd. 1846.
 6. *Le régime légal de la presse en Angleterre*, par BERTRAND.
 7. *Principes de droit public*, par HAURIOU.
 8. *Droit constitutionnel comparé*, par ESMEIN.
 9. *Recueil de législation administrative et criminelle du gouvernement égyptien*, 2 vol., 1897.
-



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

I

LES DROITS PUBLICS ET LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

Avant d'aborder l'étude du régime de la presse, il ne serait peut-être pas inutile de dire quelques mots du droit public général et des libertés publiques, parmi lesquelles la liberté de la presse occupe la place la plus importante.

Le droit public général est celui qui étudie l'État dans sa personnalité, ses organes et dans ses relations avec l'individu.

Nous n'aurons à parler ici que de la situation de l'individu dans ses rapports avec l'État, c'est-à-dire de la théorie des droits publics.

L'individu peut jouir dans la société et vis-à-vis de l'État de trois droits très importants dont pourtant l'exercice ne lui est pas accordé d'une manière absolue, puisque

quelquefois, à l'égard de certains d'entre eux, il faut réunir certaines conditions essentielles :

1° Les droits politiques grâce à l'exercice desquels l'individu participe à la souveraineté et qui lui donnent ainsi une part d'influence sur le gouvernement de l'État : ainsi, le droit de suffrage.

Il importe de dégager ici la véritable nature de ces droits.

Les auteurs français ne sont pas d'accord sur ce point.

D'après M. Hauriou, la nature de ces droits serait complexe.

« Ils participent, dit-il, du droit individuel et de la fonction sociale ; pour la mission de juré, de témoin, ... de fonctionnaire public, cela est évident ; tous ces personnes se dévouent plus ou moins à la cause politique, accomplissent des actes que tout le monde ne peut accomplir, agissant pour les autres dans un intérêt social supérieur.

« Mais, dit-il encore, il y a aussi, dans les droits politiques, un élément de droit individuel. Cela est tangible dans le droit de suffrage. » L'auteur appuie son raisonnement sur la déclaration des droits de 1789 et la constitution révolutionnaire (V. *Principes de droit public*, p. 566).

Alors que selon M. Hauriou les droits politiques ne sont que des droits individuels, M. Esmein au contraire établit une opposition entre ces droits politiques et ces droits individuels et considère le droit de suffrage comme

une pure fonction sociale, thèse combattue énergiquement par M. Hauriou.

2° Les droits socialistes ou droits au service de l'État ; tel est par exemple le droit à la justice dont jouit tout individu. Ce droit suppose et comporte pour les individus l'établissement de tribunaux, leur organisation, la faculté pour tous d'y faire juger les litiges les intéressant.

3° *Droits publics individuels*. — Les droits publics individuels sont des facultés essentielles dont le libre exercice est assuré à l'individu tant à l'égard de la puissance publique qu'à l'égard des autres hommes.

Ils sont caractérisés par ce fait qu'ils ne sont pas une participation à l'exercice de la souveraineté, mais qu'au contraire l'individu, sans solliciter de l'État aucun service, lui demande simplement de le laisser librement développer sa personnalité ; il lui demande, en d'autres termes, son abstention.

Les droits publics sont-ils semblables ; ne présentent-ils pas au contraire entre eux certaines différences ?

Cette question est très délicate ; aussi a-t-elle divisé les auteurs.

D'après l'opinion qui paraît le plus plausible, il y a une grande différence entre les divers droits publics ; en dépit de leur nom, ils sont plus ou moins indispensables au développement de la personnalité, à la réalisation des objets divers de la vie. C'est ainsi que les mêmes droits ont été traités différemment suivant leur objet et l'époque où l'on se place ; par exemple les journaux traitant des

sujets politiques ne sont pas traités comme les journaux traitant d'autres sujets.

Partant de là, on peut diviser ces droits en trois catégories :

1° Les droits publics qui ne mettent pas l'individu en contact avec la collectivité : liberté de conscience, inviolabilité du domicile, de la correspondance ;

2° Les droits publics qui touchent aux relations de l'individu avec ses semblables : liberté d'enseignement, de profession ;

3° Les droits publics qui non seulement atteignent l'individu comme personne sociale, mais qui peuvent lui donner la faculté de s'attaquer aux pouvoirs publics eux-mêmes, tels que la liberté de la presse. Cette catégorie est la plus importante, car elle se rattache à l'ordre politique et intéresse le Gouvernement.

L'individu prend ici une influence dans l'État et tend à le diriger.

Pourtant, un certain nombre de législations n'ont pas voulu rattacher ces droits à la politique. L'Angleterre notamment ne veut pas que la politique s'y mêle et considère que, si la liberté d'association s'est développée, c'est qu'elle doit ce développement à la liberté de contracter ; et si la liberté de réunion a été consacrée, c'est qu'elle tire son origine de la liberté de marcher et de manifester sa pensée ; il en est de même pour la presse.

Ces droits publics peuvent-ils être limités et déterminés ?

Non, car la liste qu'on se proposerait vainement de dresser serait toujours insuffisante aux exigences de la société, étant donné que ces droits sont soumis à la célèbre loi de l'évolution.

Une liberté qui est jugée nécessaire à l'heure actuelle peut ne pas l'être une année après et réciproquement. C'est ainsi qu'en Suisse la loi de 1874 avait consacré la liberté de se marier.

Une telle consécration ne se trouve pas dans la législation française.

Cette mesure paraît très bizarre ; mais elle s'explique par ce fait qu'en Suisse il y avait des restrictions au mariage. Dès lors la loi suisse a cru devoir consacrer une liberté qui n'existait pas.

En France, la liberté de l'enseignement, jusqu'en 1830, n'était consacrée par aucun texte parce que l'enseignement était un monopole de l'État.

Ce n'est que la charte de 1830 qui est venue la consacrer, la nécessité de le faire s'étant imposée.

Quant à la liberté d'association, elle ne se trouve consacrée en France par aucune loi, cependant elle est largement reconnue à tout le monde.

De tout ce qui précède il résulte qu'il serait impossible de déterminer les différents droits publics et que si on se proposait de le faire, on s'exposerait à des difficultés insurmontables résultant de l'inobservation de la loi de l'évolution à laquelle nous avons fait allusion.

Je finis ainsi l'étude très concise de la théorie des droits

publics, dont la liberté de la presse est un des plus importants.

Nous avons vu, en effet, qu'elle figure parmi les droits publics qui mettent en jeu les pouvoirs publics.

La politique, dans certaines législations, s'y rattache étroitement.

Ceci explique donc la nécessité des développements que nous avons consacrés aux droits publics.

II

NOTIONS GÉNÉRALES (DÉFINITIONS ET CONDITIONS)

On entend par presse en général la manifestation publique de la pensée sous toutes ses formes. Elle comprend donc :

- 1° La manifestation par la parole, cri, chant, etc. ;
- 2° La manifestation par l'écrit en général : imprimé, livre ou journal périodique ou non ;
- 3° La manifestation par le théâtre.

En Égypte, la manifestation par la parole seule est libre à condition de ne pas s'attaquer violemment à l'œuvre du Gouvernement et aux particuliers.

La manifestation par l'écrit, surtout le journal, n'est plus libre depuis 1909 ; elle est soumise à une loi qui abandonne tout à l'arbitraire de l'Administration.

La manifestation par le théâtre n'est pas, non plus, libre.

L'ouverture d'un théâtre est, en Égypte, soumise à la loi de 1904 sur les établissements publics. D'après cette loi, tout le monde n'est pas libre ni d'ouvrir un théâtre ni de choisir l'emplacement sur lequel il doit être élevé. Certaines conditions de capacité et de conduite sont nécessaires. Si ces conditions sont remplies, le postulant doit faire une déclaration à la division administrative où il se trouve ; à la suite de ladite déclaration, l'administrateur peut refuser l'ouverture.

La représentation d'une pièce n'est pas libre et elle est soumise à l'approbation du Gouvernement.

La manifestation de la pensée par l'écrit comprend tout ce qui peut s'imprimer, livres, dessins et journaux périodiques ou non.

Nous ne nous occuperons ici que du journal, c'est-à-dire de la presse périodique.

La liberté de la presse périodique est indispensable à tout gouvernement constitutionnel ; elle est le complément nécessaire de tout gouvernement basé sur le suffrage. La presse traduit directement la volonté du peuple ; elle publie les diverses réclamations et les vœux des citoyens ; elle défend énergiquement et impartialement leurs intérêts contre l'abus du Gouvernement.

Elle est même plus utile que le suffrage. « Le suffrage, » dit M. Hauriou, traduit la volonté du pays, mais comme « il est très organisé, souvent il la fausse ; l'intervention

« des comités électoraux, la pression administrative, les
« considérations de personnes dans le choix des candi-
« dats, le défaut de caractère des élus, sont autant de
« causes de déviation.

« La presse, si elle est libre, traduit plus exactement la
« volonté nationale. »

Mais il ne faut pas exagérer la portée de ce principe. La presse, en effet, ne saurait être absolument libre. La liberté sans restrictions entraînerait des abus et des difficultés insurmontables. Les droits des journaux doivent donc se heurter à d'autres droits plus précieux de la société.

Dans la diffamation, par exemple : Le droit qu'a le journal de dire toute la vérité, de faire un rapport sincère sur la conduite des hommes, se heurte au droit qu'a la société de déguiser certaines situations douteuses ; il se heurte à l'hypocrisie sociale.

Pour que la presse soit libre, il faut que certaines conditions soient remplies :

1° Il faut que l'imprimerie, la librairie soient libres ; autrement personne ne peut propager sa pensée ;

2° Il faut que des impôts très lourds ne pèsent pas sur le papier, car ce serait un moyen indirect de violer la liberté de l'imprimerie et de la librairie ;

3° C'est la condition la plus importante : il faut que le journal ne puisse être supprimé administrativement, c'est-à-dire ne soit pas exposé à l'arbitraire de l'Administration ;

4° Il faut que les délits de presse soient soumis à des tribunaux jugeant au nom de l'opinion publique et non à des tribunaux jugeant au nom de l'organisation sociale, c'est-à-dire des tribunaux où le peuple soit représenté et dont la décision dépende uniquement de ces représentants ; ces tribunaux ne seraient autres que les cours d'assises, à condition que le jury y figure, car dans certains pays, notamment chez nous, l'organisation des cours d'assises ne comporte pas de jury ;

5° Il faut que l'écrivain puisse s'abriter derrière un gérant chargé de purger les condamnations.

Chez nous, à l'heure actuelle, ces conditions ne sont pas remplies ; le journal peut être supprimé administrativement ; les délits de presse ne sont pas déférés au jury (nous n'en avons pas), la librairie, l'imprimerie ne sont plus libres, etc.

La presse, en Égypte, n'est donc pas libre. Elle l'était avant 1909 ; mais pour des raisons que nous indiquerons plus loin, le régime de la liberté a été méconnu. C'est très regrettable.

PREMIÈRE PARTIE

La réglementation de la Presse en Égypte Étude de la loi du 26 novembre 1881

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA PRESSE EN ÉGYPTÉ

Comme je l'ai dit déjà, la presse en Égypte n'est plus libre actuellement. Elle est soumise à la fameuse loi de l'époque de troubles de 1881.

Avant 1881, l'imprimerie, la librairie, la presse périodique étaient absolument libres. Tout le monde pouvait librement ouvrir une imprimerie, fonder un journal, développer sa pensée, sans que le Gouvernement pût l'entraver.

En 1881, la fameuse révolte d'Arabi Pacha éclata ; le trouble fut semé dans le pays, et les esprits furent très

agités. Les écrivains avaient été jugés très dangereux pour la sécurité publique quoiqu'ils fussent peu nombreux. Par leurs écrits dans les journaux ou autres imprimés, ils poussaient le peuple à la révolte, en justifiant les réclamations de l'armée.

Devant ces événements, le Gouvernement égyptien a cru devoir mettre fin à une liberté qui ne pouvait être que dangereuse pour un pays troublé par la révolte et qui ne cessait d'être agité par les esprits hostiles au pouvoir central. Une presse libre, dit-on, ne faisait qu'empirer la situation déjà désastreuse.

Dans ces circonstances, une loi sur la presse fut promulguée le 26 novembre 1881.

Par cette loi, la presse fut soumise au régime purement préventif; le journal, ainsi, naît et meurt par la seule volonté de l'Administration.

Mais l'application de cette loi ne devait pas durer très longtemps. Les termes rigoureux dans lesquels elle était conçue provoquèrent les susceptibilités du peuple et déterminèrent le Gouvernement à en suspendre l'application en 1894.

Le régime de la liberté absolue fut donc restauré et nous en avons profité jusqu'en 1909, époque où l'on revint à l'ancien état de choses établi par la loi de 1881.

Dans ces dernières années, quelques journaux, soi-disant nationalistes, avaient abusé du régime de la liberté. Ils attaquaient sans modération, à tort et à travers, l'œuvre du Gouvernement, apprenaient au peuple à le mépriser, l'in-

culpant toujours de mauvaise foi. Ils dépassaient les limites de la critique permise et se livraient tantôt à l'injure, tantôt à la diffamation à l'égard des fonctionnaires publics.

Exaspéré par la conduite de ces journaux, le Gouvernement, pour empêcher cet élan nuisible, eut recours à la fameuse loi de 1881, qui, après une délibération prise en Conseil des ministres, fut réappliquée après avoir été suspendue pendant quelque quinze ans.

La cause de ce retour au régime de la loi de 1881 serait donc la mauvaise conduite de certains journaux. C'est ainsi que l'explique la décision prise en Conseil des ministres, le 25 mars 1909, dont voici le texte officiel :

« Le Conseil, considérant que, depuis 1894, le Gouvernement n'a pas appliqué la loi sur la presse en date du
« 26 novembre 1881 ; que l'Assemblée générale a demandé
« des mesures de répression contre les excès de la presse
« périodique par délibération du 26 mars 1902 ; que le
« Conseil législatif a présenté la même demande par délibération du 30 juin 1904 ;

« Que la non-application de la loi n'a fait qu'augmenter
« la licence qui avait déjà provoqué les plaintes du public
« dont lesdites assemblées s'étaient rendues interprètes,
« en causant de graves préjudices aux intérêts du pays ;

« Décide :

« 1° Les dispositions de ladite loi seront appliquées en
« tant qu'elles regardent la publication des journaux en
« Égypte. Cependant l'autorisation exigée par la loi sera
« acquise de plein droit pour tout journal dont le proprié-

« taire établirait, de la manière qui serait prescrite par le
« Ministère de l'Intérieur, qu'à la date de la présente déci-
« sion, le journal paraissait d'une manière régulière. De
« même si l'un de ces journaux n'a pas fait le dépôt exigé
« par la loi, il ne sera pas tenu de le faire.

« 2° Les dispositions de ladite loi, relatives aux imprimeries, devront être appliquées à l'égard des imprimeries où des journaux sont imprimés et uniquement en tant qu'il s'agit d'infraction relative à l'impression de ces journaux ; cependant :

« a) Le dépôt prévu par la loi ne sera pas exigé ;

« b) L'autorisation sera acquise de plein droit pour toute imprimerie où un journal est imprimé d'une manière régulière à la date de la présente décision ;

« 3° L'Administration pourra toujours se prévaloir, le cas échéant, des pouvoirs visés aux articles 10 et 17 de la loi. »

Tel est l'aperçu historique de la liberté de la presse en Égypte, avant la période troublée.

J'aborde maintenant l'étude de la loi de 1881, qui nous régit actuellement.

CHAPITRE II

IMPRIMERIE

Comme j'ai eu l'occasion de le dire à maintes reprises, l'imprimerie n'est pas libre en Égypte. Elle est soumise au système de l'autorisation et du cautionnement. Celui qui se propose d'ouvrir une imprimerie doit se faire autoriser par le ministre de l'Intérieur, qui ne lui délivrera l'autorisation que s'il justifie avoir payé une somme de 100 livres égyptiennes à titre de caution.

Ce fort cautionnement est établi à dessein pour réduire le nombre des imprimeries et entraver ainsi la faculté de manifester librement sa pensée, car en portant atteinte à la liberté d'imprimerie, on a, par cela seul, singulièrement limité la liberté de manifester sa pensée au dehors.

Une autre mesure de servitude nous est dictée par la loi. Aux termes de l'article 1^{er} : « L'autorisation pourra être toujours relevée s'il y a lieu ». Une pareille mesure est très grave : elle ne permettra jamais à une entreprise de s'étendre et de faire des progrès puisque, à chaque instant, elle restera exposée à se voir priver de l'autorisation.

Dans quels cas et pour quelles raisons l'autorisation

peut-elle être retirée ? La loi ne se prononce pas sur la question. C'est là une lacune d'où résulte un grand sujet d'inquiétude pour les propriétaires d'imprimeries : ils ne savent pas ce qu'ils doivent faire pour éviter la rigueur de la loi et pour que leur entreprise continue d'exister.

Quelle sera la sanction pour celui qui, sans autorisation, ouvre quand même une imprimerie ?

Les imprimeries clandestines, dit l'article 2, seront fermées et les propriétaires possesseurs ou dépositaires punis d'une amende de 5.000 à 15.000 piastres turques et de la confiscation du matériel.

La sanction est très rigoureuse car elle frappe des personnes innocentes, alors qu'elle aurait dû se borner à punir la personne même qui a enfreint la loi sans s'attaquer à d'autres.

L'imprimeur, une fois muni de l'autorisation, peut exploiter à sa guise son entreprise, pourvu qu'il se conforme aux prescriptions de la loi.

Il ne pourra notamment imprimer aucun écrit avant de déclarer qu'il se propose de l'imprimer. Il ne pourra non plus le mettre en vente ou le publier de quelque manière que ce soit avant d'en avoir déposé quelques exemplaires au Bureau de la presse du Ministère de l'Intérieur.

Que faut-il entendre par le mot *écrit* cité par le texte ?

L'arrêté du Ministère de l'Intérieur du 19 décembre 1881 nous le dit expressément :

« Il faut entendre ici par le mot *écrit* toutes les publica-

« tions non périodiques et toutes publications périodiques
« paraissant à l'intervalle d'un mois ou de plus d'un
« mois. »

Quant aux autres publications périodiques paraissant à intervalle plus court, il suffira, pour pouvoir les imprimer, de l'autorisation qui aura été accordée une fois pour toutes à leur propriétaire, comme il suffira, pour avoir le droit de les imprimer, d'adresser cinq exemplaires par la poste à la Direction de la presse.

A défaut de déclaration avant l'impression et de dépôt avant la publication, l'imprimeur sera puni d'une amende de 10 à 20 livres égyptiennes.

Si l'imprimeur satisfait aux conditions requises par la loi, l'écrit peut circuler librement partout sans être confisqué ni saisi.

Il y a lieu à saisie et confiscation de chaque ouvrage dans les cas suivants :

1° Si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt ordonnés à l'article 3 de la loi ;

2° Si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur ;

3° Si l'ouvrage est déféré aux tribunaux pour son contenu.

Dans ce dernier cas, la saisie et la confiscation doivent être maintenues par le tribunal, faute de quoi la mainlevée devra être effectuée d'office.

Ces dispositions s'appliquent aux publications non péri-

diques paraissant à un intervalle d'un mois ou de plus d'un mois.

Les journaux et publications ayant une périodicité de moins d'un mois sont soumis seulement aux dispositions des deuxième et troisième paragraphes.

En dehors de la confiscation et de la saisie, celui qui n'indique pas son nom et sa demeure ou qui indique un faux nom ou une fausse demeure sera puni d'une amende de 20 à 40 livres égyptiennes (art. 6).

L'amende, dans ce cas, pourra être remplacée par le retrait de l'autorisation et la fermeture de l'imprimerie.

Il en est de même si l'imprimerie ne fait ni la déclaration ni le dépôt exigés par la loi.

Les cas de saisie et de confiscation que nous venons d'indiquer ne sont pas limitatifs, de sorte qu'on peut saisir et confisquer en dehors de ces cas.

En effet, l'article 10 de la loi donne à l'administration le droit de saisir et confisquer tous dessins publiés, exposés et mis en vente lorsqu'elle les jugera contraires à l'ordre public, à la morale et à la religion. Ceux qui auront publié, mis en vente ces dessins seront passibles d'une amende de 2 à 20 livres égyptiennes.

On le voit, le droit du Gouvernement, dans ce cas, est très exorbitant, car la confiscation dépend de sa seule appréciation. Les saisies et confiscations sont faites par voie administrative (art. 20).

Nous en avons ainsi fini avec le régime de l'imprimerie en Égypte. Nous avons constaté que tout dépend de l'admi-

nistration, c'est elle qui donne naissance à l'imprimerie; elle qui dresse les procès-verbaux de contravention; c'est elle enfin qui jugera s'il y a lieu ou non d'ordonner la fermeture de toute imprimerie : son appréciation en cette matière est souveraine.

D'autre part, le propriétaire de l'imprimerie n'est pas garanti contre l'excès de pouvoir de l'administration : il est privé de toute sorte de voies de recours, si son droit est violé.

On voit par cet exposé sommaire que les dispositions qui régissent l'imprimerie en Égypte ont été copiées sur l'ancienne législation française, notamment sur la loi du 21 octobre 1814. En effet, aux termes de l'article 11 de ladite loi, nul ne pouvait être imprimeur s'il n'était breveté par le roi et assermenté. Le brevet pouvait être retiré à tout imprimeur convaincu par un jugement de contravention aux lois et règlements (art. 12).

L'article 13 réputait clandestine toute imprimerie pour laquelle il n'avait pas été obtenu de permission; il en ordonnait la destruction et punissait le possesseur d'une amende de 10.000 francs et de six mois de prison. L'article 14 faisait défense à l'imprimeur d'imprimer un écrit avant d'avoir déclaré à l'autorité qu'il se proposait de l'imprimer. Le défaut de déclaration donnait lieu à la saisie de l'ouvrage et était puni (art. 15 et 16) d'une amende de 1.000 francs pour la première contravention et de 2.000 francs pour la deuxième. Les articles 14 et 15 prescrivaient la nécessité du dépôt d'un certain nombre d'exem-

plaires sous peine d'amendes de 1.000 francs pour la première contravention et de 2.000 francs pour la deuxième.

Nous allons maintenant passer à l'étude des dispositions de la loi relative aux journal et écrit périodique.

CHAPITRE III

JOURNAL ET ÉCRIT PÉRIODIQUE

SECTION I

Caractères des écrits périodiques

La loi de 1881 parle, dans les articles 14 et suivants, du journal et écrit périodique.

Que faut-il entendre par là ?

Le journal n'étant en réalité qu'une variété de l'écrit périodique, il y a lieu de s'occuper de celui-ci seulement.

L'écrit périodique est celui qui fait partie d'une publication conçue d'après un plan d'ensemble et doit paraître pendant une durée indéterminée, soit à époque fixe, soit irrégulièrement. Cette définition se dégage du texte de l'article 14 de la loi du 26 novembre 1881 qui est ainsi conçu :

« Aucun journal ou écrit périodique..... paraissant soit
« régulièrement et à jour fixé, soit par livraisons et irrégulièrement..... »

Le texte de cet article est emprunté aux deux lois françaises du 9 janvier 1819 et 18 août 1828, sauf que

celles-ci ne considéraient comme écrits périodiques que ceux paraissant plus d'une fois par mois.

Notre loi, comme la loi française, garde le silence sur la durée de la publication. Néanmoins elle a déterminé, dans son article 14, quoique d'une manière imparfaite, les caractères de la périodicité. Au contraire, la loi française de 1881 vise d'une façon générale les écrits périodiques sans donner aucune indication sur les caractères de la périodicité.

La loi égyptienne, comme nous venons de le voir, n'a pas fixé le délai constitutif de la périodicité. Il en résulte que l'écrit qui ne paraît que tous les trois mois ou les six mois est considéré comme écrit périodique. Cependant il ne faut pas exagérer la portée de ce principe, et admettre qu'un livre publié par livraisons pourrait être considéré comme écrit périodique.

Cette question a soulevé beaucoup de discussions en France. Lors de l'élaboration de la loi de 1868, on avait proposé un amendement tendant à limiter et définir les expressions « écrits périodiques » en y ajoutant les mots « *paraissant plus d'une fois par mois* ». Les auteurs de cet amendement faisaient observer que si leur rédaction n'était pas adoptée, un livre publié par livraisons pouvait être considéré comme un écrit périodique. A cette observation, le rapporteur, M. Nagent-Saint-Laurens, répondait par les considérations suivantes que nous reproduirons intégralement parce qu'elles déterminent avec précision les caractères de l'écrit périodique et s'appliquent également à

notre loi, qui, sur ce point, reproduit le texte de la loi française de 1868 :

« L'écrit périodique, disait-il, doit être soumis à la
« déclaration préalable quelle que soit la périodicité ;
« c'est utile, c'est nécessaire. Quant à l'exemple du livre
« publié par livraisons, il ne saurait y avoir de difficulté
« sérieuse. Le livre est un écrit déterminé qui a son com-
« mencement et sa fin et, s'il est publié par livraisons, les
« livraisons ne représenteront qu'une périodicité passa-
« gère et limitée. Si, au contraire, l'écrit n'est pas la mani-
« festation d'un sujet déterminé, s'il s'étend à toute
« espèce de matière, alors ce n'est plus un livre, c'est un
« écrit périodique sans limite et la déclaration préalable
« doit être accomplie. Il peut exister des journaux, des
« revues ayant le véritable caractère d'écrits périodiques
« et ne paraissant que tous les deux mois et même tous les
« trimestres. On reconnaîtra le livre publié par livraisons
« à ce double signe : 1° *la présence d'un sujet déterminé* ;
« 2° *la périodicité des livraisons circonscrites entre le commen-*
« *cement et la fin du sujet*. On reconnaîtra le journal ou
« l'écrit périodique au caractère complexe de sa rédaction
« et surtout à une périodicité indéterminée. »

Ainsi pour savoir quels sont les écrits périodiques soumis à l'autorisation au sens de l'article 14, il n'y a pas à tenir compte de la régularité ou de l'irrégularité des livraisons ni à s'occuper de l'intervalle plus ou moins prolongé qui les sépare ; mais il faut rechercher si la publication de ces livraisons paraissant périodiquement trouve

ou non un terme nécessaire dans la nature même de l'ouvrage et du sujet traité. Donc un dictionnaire publié par livraisons ne constitue pas un écrit périodique soumis à l'autorisation, car la publication est limitée par l'ordre alphabétique que comporte un ouvrage de ce genre. Il en est de même d'un code annoté paraissant par livraisons, cette publication trouvant sa limite nécessaire dans le nombre d'articles à commenter.

Mais quand le terme de la publication ne ressort pas de la nature de l'ouvrage, l'écrit ainsi publié est considéré comme écrit périodique, même si, dans l'intention de l'éditeur, la publication doit être de courte durée ou si les livraisons sont destinées à former un volume.

Il en résulte que les recueils de jurisprudence et de législation sont des écrits périodiques.

SECTION II

Dispositions de la loi relatives aux journal et écrit périodique

La presse périodique, chez nous, n'est pas plus libre que l'imprimerie; elle est soumise comme elle au système de l'autorisation et du cautionnement.

Les dispositions relatives au journal sont même plus sévères.

Aucun journal ou écrit périodique, nous dit l'article 14,

traitant de matières politiques, administratives ou religieuses, paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraison et irrégulièrement, ne pourra être créé ou publié sans l'autorisation préalable du Gouvernement.

L'autorisation préalable est personnelle, elle sera nécessaire à raison de tous changements opérés dans le personnel des gérant, rédacteur en chef, propriétaire ou administrateur.

Ainsi s'explique la loi de 1881. Si donc le gérant ou rédacteur en chef du journal est changé, l'autorisation doit être renouvelée.

Cette mesure très grave se comprend pour le propriétaire, mais elle ne se comprend pas pour le gérant et le rédacteur en chef qui ne sont que des attachés au journal payés par le propriétaire, qui peuvent être révoqués s'ils n'ont pas sa confiance et remplacés par d'autres.

Le Gouvernement n'a pas à prendre en considération le changement de gérant ou rédacteur en chef, puisque les nouveaux ne peuvent qu'imiter les anciens en ce qui concerne la stricte observation des dispositions de la loi. S'ils ne le font pas, le Gouvernement prendra, à l'encontre de celui qui les a nommés et qui est seul responsable de leurs actes, les mesures de droit : *Il pourra supprimer le journal s'il le veut.* Mais exiger une nouvelle autorisation pour chaque changement de gérant ou rédacteur en chef, ce serait s'immiscer dans l'administration intérieure du journal et entraver ainsi la liberté individuelle du propriétaire.

L'entreprise du journal est comme toute autre entreprise soumise à l'autorisation. Quand le gérant d'une société soumise à l'autorisation est changé, doit-on de même redemander l'autorisation pour que cette société puisse fonctionner ?

Non ; pourquoi donc en serait-il autrement pour le journal ?

L'arrêté du ministre de l'Intérieur du 19 décembre 1881 applique le terme de propriétaire de l'article 11 précité aux sociétés constituées par actions pour l'exploitation d'une publication autorisée. Par conséquent, dit l'arrêté, ces publications n'auront besoin d'une autorisation nouvelle que s'il survenait une modification dans leur raison sociale, et il n'y aura pas lieu de se préoccuper des changements qui pourraient survenir dans la possession des titres de la Société.

En dehors de l'autorisation, les propriétaires de tout journal ou écrit périodique devront, avant toute publication, verser un cautionnement en numéraire ainsi fixé : Si le journal ou écrit périodique paraît plus de trois fois par semaine, soit à jour fixe, soit par livraisons et irrégulièrement, la caution sera de 400 livres égyptiennes ; si la publication n'a lieu que deux fois par semaine ou à des intervalles plus éloignés, le cautionnement sera de 50 livres égyptiennes.

Lors de l'application de la loi, en 1884, les propriétaires des journaux et écrits périodiques avaient demandé la faculté de présenter un garant responsable au lieu de

cautionnement. Le ministre de l'Intérieur avait accueilli favorablement leur demande pourvu que le garant s'engageât personnellement par écrit envers le ministre pour une somme égale au montant du cautionnement. Cette faveur accordée en 1881 s'applique-t-elle à l'heure actuelle ? Je crois que oui, à moins que le ministre de l'Intérieur n'abroge sa décision, car la loi de 1881, suspendue en 1894, a été rétablie purement et simplement en 1909. De là résulte que l'ancien état de choses établi avant sa suspension doit subsister présentement.

Le système de l'autorisation et du cautionnement dans notre législation actuelle est copié en partie sur l'ancienne législation française.

En France, la presse périodique a été placée pendant longtemps sous le régime discrétionnaire de la censure et de l'autorisation préalable. Supprimée en 1819 après la censure, l'autorisation préalable avait été rétablie en 1852 avec cet ensemble de mesures préventives et répressives qui avaient remis entièrement la presse entre les mains de l'administration. Elle a subsisté jusqu'en 1868. Depuis cette époque, la presse est revenue au régime de 1819 qui écartait les mesures purement préventives en ne maintenant que le cautionnement.

La loi de 1881 achève son émancipation en supprimant le cautionnement (art. 5).

SECTION III

Suspension et suppression par voie administrative

Le droit qu'a l'Administration de suspendre ou même de supprimer un journal ou écrit périodique est l'unique moyen qu'elle a pu trouver pour pousser le journaliste à suivre la voie qu'elle lui trace.

C'est un droit très exorbitant mais quelquefois indispensable pour sauvegarder la société du danger pouvant résulter du fait d'un journal quelconque. Le Gouvernement a, pour suspendre un journal ou écrit périodique, deux moyens :

1° Il pourra, sans avertissement préalable, convoquer le Conseil des ministres et obtenir une décision de suppression ou de suspension ;

2° Si on veut supprimer ou suspendre un journal ou écrit périodique sans avoir recours au Conseil des ministres, le Ministère de l'Intérieur devra avoir donné deux avertissements au journal ou écrit périodique.

Chacun de ces deux avertissements est donné à la suite d'un acte délictueux. Il résulte de là que, dans ce cas, le journal ou écrit périodique ne peut être supprimé, ni suspendu avant que le gérant ait commis trois actes délictueux séparés l'un de l'autre.

Quels actes le journaliste devra-t-il faire pour éviter la sanction de la loi ?

Ces actes devront être de nature à ne troubler ni l'ordre public, ni la religion, ni les bonnes mœurs. C'est donc dans l'intérêt de l'ordre public, de la religion et des bonnes mœurs que le journal peut être suspendu ou supprimé.

La question de savoir quels actes entrent dans la prévision de la loi est une question laissée à l'appréciation de l'Administration. Elle seule peut juger si tel acte trouble l'ordre public ou tel autre offense les bonnes mœurs.

Telles sont les dispositions de la loi de 1881 sur la suspension et suppression des journaux ou écrits périodiques. Depuis sa promulgation en 1881 jusqu'à sa suspension en 1894, rien n'est venu modifier ses dispositions. Ce n'est que le 25 mars 1909 qu'une légère modification lui fut apportée. En effet, le Conseil des ministres, par une délibération prise le 25 mars 1909, c'est-à-dire le jour même où la loi de 1881 fut réappliquée, a décidé de charger le ministre de l'Intérieur de recourir aux poursuites pénales en matière de délits de presse, à moins que le Conseil des ministres ne préfère exécuter l'article 13 de la loi de 1881 (se rapportant à ce que nous venons d'étudier). Les poursuites devant les tribunaux seront impossibles si le Conseil des ministres préfère exécuter l'article 13. On voit que cette décision n'a pas apporté de changements matériels à la loi. Elle aboutit aux mêmes conséquences : la suppression ou suspension du journal par voie administrative.

Elle n'a donc pas supprimé le mal dont on a souffert, surtout quand on constate que, depuis le 25 mars 1909 jusqu'à nos jours, le Ministère de l'Intérieur n'a poursuivi

aucun contrevenant devant les tribunaux. Le 1^{er} septembre 1942, le ministre de l'Intérieur s'étant prévalu de l'article 13, a ordonné la suppression du *Lewa*. Il était inutile de recourir au Conseil des ministres pour ordonner la suppression dudit journal, car le gérant avait été averti deux fois conformément à l'article 13.

CHAPITRE IV

COMMUNIQUÉ ET DROIT DE RÉPONSE

A. — COMMUNIQUÉ

Les communiqués sont, en vertu de l'article 14 de la loi de 1881, toutes les communications adressées par le ministre de l'Intérieur et que les gérants de journaux sont obligés d'insérer gratuitement dans le plus prochain numéro et en tête du journal.

Le droit égyptien actuel sur la matière ne fait que reproduire l'ancien droit français.

En effet, les lois françaises du 9 juin 1819, article 8, du 9 septembre 1835, article 18, du 27 juillet 1849, article 13, et le décret du 17 février 1852 imposèrent aux gérants de journaux l'obligation d'insérer les documents officiels, relations authentiques, renseignements et rectifications qui leur étaient adressés par l'autorité publique ; les insertions devaient être faites en tête du journal dans le plus prochain numéro et gratuitement.

La loi de 1881 a abrogé ce régime et n'a laissé sub-

sister que le système de rectification ; le système des communiqués n'existe donc pas en droit français.

La loi égyptienne sur la presse adopte au contraire le système des communiqués.

Mais qu'arrive-t-il si le gérant n'insère pas la communication aux lieu et numéro indiqués par la loi ou s'il ne l'insère pas du tout ?

La loi égyptienne, qui s'est prononcée sur la sanction de la non-insertion des réponses, ne s'est pas prononcée sur la question des communiqués. Cependant, nous croyons que le Gouvernement prendra à l'encontre du gérant les mesures administratives nécessaires, telles que la suspension et la suppression du journal. Sans cela, les dispositions de la loi sur les communiqués ne seraient jamais exécutées.

B. — DROIT DE RÉPONSE

Le droit de réponse est le droit qu'a toute personne de répondre à tout article où elle a été nommée ou désignée.

L'article 15 de la loi égyptienne de 1884 reproduit textuellement l'article 13 de la loi française de 1881. Il est conçu en ces termes : « Les propriétaires ou éditeurs de tout
« journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer, dans
« les trois jours de la réception ou dans le plus prochain
« numéro, s'il n'en était publié avant l'expiration des trois
« jours, la réponse de toute personne nommée ou désignée
« dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une

« amende de 2 à 10 livres égyptiennes (50 à 250 fr.),
« sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts. »

Cette insertion sera gratuite et la réponse pourra avoir cinq fois la longueur de l'article auquel elle sera faite.

D'après cet article, il y aurait deux différences avec l'article 13 de la loi française : 1° le taux maximum de l'amende est de 500 francs alors qu'il est de 250 francs en droit égyptien ; 2° en droit égyptien, la réponse gratuite pourra avoir cinq fois la longueur de l'article auquel elle sera faite, tandis que, en droit français, la réponse gratuite ne pourra dépasser le double ; si elle le dépasse, le prix d'insertion sera dû pour le surplus et sera calculé au prix des annonces judiciaires ; en outre, la loi égyptienne ne prévoit pas le cas où la réponse pourrait excéder le quadruple de l'article. C'est une lacune que la législation aurait dû combler.

A part ces deux différences qui, d'ailleurs, n'offrent aucune importance, les dispositions des deux lois sont conformes et, par conséquent, les différents cas d'application doivent être également les mêmes. C'est pourquoi, pour résoudre les questions qui se poseront à propos de la matière, je me référerai à la jurisprudence française.

Le droit de réponse appartient à toute personne nommée ou désignée dans le journal. Le propriétaire ou éditeur de tout journal est tenu d'insérer la réponse dans les trois jours de la réception ou dans le plus prochain numéro s'il paraît après les trois jours. La sanction sera une amende

de 2 à 10 livres égyptiennes. Ici se pose une question très importante.

Le journaliste peut-il être juge de la réponse, c'est-à-dire peut-il juger de son utilité ou de sa nécessité et, par conséquent, en interdire l'insertion s'il l'estime inutile ?

M. le Garde des Sceaux, ministre de la Justice, qui a inspiré la jurisprudence de la Cour de cassation, résout la question en ces termes : « Le journaliste, disait-il, ne doit pas être juge de la réponse. » (Conf. Barbier t. I, p. 116.)

Ainsi donc le journaliste ne peut pas se refuser à insérer la réponse à moins qu'elle ne soit coupable, c'est-à-dire contraire aux lois et bonnes mœurs.

La Cour de cassation s'est inspirée de l'éminent homme d'État et a jugé à maintes reprises que :

« Le droit de réponse est général et absolu ; celui qui
« l'exerce est seul juge de la forme, de la teneur et de
« l'utilité de sa réponse ; et l'insertion ne peut être refusée
« qu'autant qu'elle serait contraire aux lois, aux bonnes
« mœurs, à l'intérêt légitime des tiers ou à l'honneur du
« journaliste lui-même. » (Voir Barbier, t. I.)

Le journaliste peut, s'il le veut, supprimer les passages de la réponse qui seraient contraires à la loi, à la morale publique, à l'intérêt des tiers ou à l'honneur du journaliste (Douai, 16 juin 1845 ; Cass., 26 mai 1841, et Dalloz, *Code de la Presse*).

Mais il n'est pas obligé quand même de le faire et n'est pas tenu de publier les passages qui ne renferment rien de

blessant ni de coupable ; car la réponse forme un ensemble indivisible (Rouen, 1883 ; Cass., 17 août 1883).

La jurisprudence égyptienne ne s'est pas prononcée sur la question. En cas de besoin, la jurisprudence française pourra être appliquée, puisque les deux textes français et égyptien sont conformes.

Nous venons de voir que le droit de réponse appartient non seulement à la personne nommée, mais il appartient également à la personne désignée.

Supposons maintenant qu'un article diffamatoire ait été inséré dans un journal contre la mémoire d'un mort ; ses héritiers peuvent-ils exercer le droit de réponse ?

La loi égyptienne de 1881, comme l'ancienne législation française, n'a pas prévu la question.

Dans l'ancienne législation française, la question a été discutée (Dalloz, *Presse*, 338 et 412).

Beaucoup d'arrêts ont tranché la question dans un sens permettant aux héritiers d'exercer le droit de réponse. Devant le silence de la loi égyptienne, je crois que la jurisprudence française du temps de l'ancienne loi serait applicable en Égypte.

Aujourd'hui, l'article 34 de la loi française accorde formellement le droit de réponse aux héritiers de la personne attaquée.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS DIVERSES DE LA LOI

a) *Journaux ou écrits publiés hors l'Égypte*

Quand il s'agit de ces journaux ou écrits, le Ministère de l'Intérieur a la faculté d'en interdire l'introduction sur le territoire du pays, ainsi que leur circulation et mise en vente.

Mais dans quelles circonstances le Ministère de l'Intérieur exerce-t-il ce droit? La loi ne le dit pas. On peut suppléer au silence de la loi et dire qu'il peut prendre cette mesure toutes les fois que l'ordre et la sécurité publics se trouvent troublés ou que ces journaux cherchent à créer une divergence entre le pouvoir central et le peuple. C'est ainsi qu'usant de ce droit, le Gouvernement égyptien a, pour ces mêmes raisons, interdit l'entrée et la vente du journal le *Courrier Européen* qui paraît à Paris.

Si malgré l'interdiction de la circulation et de la vente d'un journal ou écrit périodique, celui-ci se trouve cependant dans le commerce, les introducteurs, vendeurs ou

dépositaires seront punis d'une amende de 1 à 25 livres égyptiennes (art. 17 de la loi).

b) Distribution et colportage

La distribution et le colportage de livres écrits, brochures, gravures, etc., ne sont possibles qu'avec l'autorisation. Ainsi l'article 19 de la loi oblige les distributeurs et colporteurs à se munir d'une autorisation qui leur sera délivrée sans frais au Caire, Alexandrie, Port-Saïd par le Gouverneur et, dans les moudiriehs, par le Moudir.

Ces autorisations pourront être retirées par les autorités qui les auront délivrées. Le contrevenant sera puni d'une amende de 10 à 100 piastres turques sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées pour crimes et délits soit contre les auteurs de ces écrits, soit contre les distributeurs et colporteurs eux-mêmes.

c) But du cautionnement

Nous avons vu qu'avant d'ouvrir un journal ou une imprimerie, le postulant doit déposer un cautionnement de 50 ou 100 livres égyptiennes suivant les cas.

Pourquoi le Gouvernement a-t-il édicté cette mesure ? L'article 20 de la loi dit : « Les amendes seront prélevées sur le cautionnement ». C'est donc pour assurer le paiement des amendes que le cautionnement a été jugé nécessaire. Lorsque, par le fait du paiement des amendes,

le cautionnement se trouve réduit à une somme inférieure à la somme exigée par la loi, celle-ci stipule que le cautionnement doit être complété dans un délai de quinze jours et que le cautionnement incomplet équivaut à l'absence de cautionnement (Art. 20, al. 2 et 3).

En terminant ce chapitre, il est utile de remarquer que les saisies et confiscations sont faites par voie administrative, que l'amende, la suspension et la suppression dans les cas prévus par la présente loi sont infligées sans recours, par le ministre de l'Intérieur, indépendamment de toute action judiciaire.

Cependant, comme nous venons de le voir, le ministre de l'Intérieur peut saisir les tribunaux correctionnels pour les délits commis par les journaux ou écrits périodiques en violation de la loi de 1881 (Voir décision du Conseil des ministres en date du 23 mars 1909).

CHAPITRE VI

LA LOI DE 1881 EST-ELLE APPLICABLE AUX ÉTRANGERS ?

Les étrangers, dans l'Empire ottoman et en Égypte particulièrement, jouissent de prérogatives et privilèges spéciaux qui leur ont été accordés par le système des Capitulations.

Je n'ai pas à parler ici de ce système des Capitulations qui est universellement connu. Je me borne à dire qu'en vertu de ce système, les étrangers, en Égypte, échappant à l'application de la loi indigène, ne sont pas justiciables des tribunaux indigènes et qu'en principe toute loi promulguée par l'autorité du pays doit, pour leur être applicable, être soumise à l'approbation des puissances signataires des Capitulations.

En face de ces principes, il aurait semblé indiscutable que la loi de 1881 sur la presse ne dût pas être applicable aux étrangers sans l'assentiment des puissances et que la question n'eût pas dû soulever de controverse.

Cependant il n'en est rien, et l'applicabilité aux étrangers est consacrée tant par le texte même des Capitulations que par les décisions diplomatiques et judiciaires.

La loi de 1881 est donc applicable aux étrangers, indépendamment de tout consentement ; voici les principaux arguments évoqués à l'appui de cette thèse. Ces arguments sont tirés de la législation ottomane, de la diplomatie et enfin de la jurisprudence.

Arguments tirés de la législation ottomane

On sait que l'Égypte est sous la suzeraineté de la Turquie et dépend d'elle et que c'est pour cette raison que les Capitulations, émanant d'elle, régissent également l'Égypte et les étrangers qui y sont établis. Partant de là, il est bien évident que les lois qui s'appliquent aux étrangers dans l'Empire ottoman doivent nécessairement être appliquées aux étrangers de l'Égypte, qui n'est qu'une portion de l'Empire ottoman.

Or l'Empire ottoman avait une législation sur la presse applicable aux étrangers de tout son territoire y compris l'Égypte. Cette législation comprend ce qui suit :

1° *La loi sur la presse du 1^{er} janvier 1865 ;*

2° *Les prescriptions du Code Dastour ;*

3° *L'ordonnance vizirienne du 12 mars 1867 par laquelle la Sublime Porte se réserve le droit d'agir à l'encontre de la presse par voie administrative malgré la loi de 1865.*

Cette ordonnance fut communiquée à l'Égypte, pour la mettre en exécution, et le ministre des Affaires étrangères, Chérif-Pacha, a communiqué à son tour une circulaire aux représentants des puissances par laquelle il

priaient les consuls généraux de donner toute la publicité possible à ladite ordonnance, pour éviter tout conflit relatif à son application par le Gouvernement égyptien.

Les représentants des puissances, à la suite de cette communication, ne montrèrent aucun esprit d'hostilité et ne firent ni observation ni objection, ce qui prouve bien que c'était un droit pour le Gouvernement du Khédive d'agir de la sorte.

Arguments tirés de la diplomatie

L'ordonnance sus-mentionnée a donc été applicable aux étrangers et la presse étrangère était soumise aux mêmes dispositions que la presse indigène, notamment la faculté de suspendre et supprimer administrativement tout journal ou écrit périodique et toute imprimerie dont les propriétaires n'étaient pas munis d'autorisation. En exécution de ladite ordonnance, le Gouvernement égyptien, en 1871, prononça la fermeture de l'imprimerie du journal *l'Indépendant* et la saisie de ce journal, publié à Alexandrie par un sujet français qui n'avait pas obtenu l'autorisation.

Le consul général de France n'hésita pas à reconnaître formellement que le Gouvernement égyptien était dans son droit.

Toutefois un différend s'éleva à propos des agissements de la police dans cette affaire. Saisi de la question, le ministre des Affaires étrangères, M. J. Favre, écrivait à son consul au Caire, le 16 juillet 1871 :

« Je laisse de côté ce qui regarde la publication du
« journal l'*Indépendant* d'Égypte, car elle a été l'occasion
« et non la cause du conflit. Vous avez fait d'ailleurs
« votre devoir envers le Gouvernement du Khédive, en
« lui prêtant votre concours dans la mesure où il était
« obligatoire pour faire appliquer à ce journal la législa-
« tion qui régit la presse en Égypte. »

Ainsi à cette époque, le ministre des Affaires étrangères de France reconnaissait le caractère obligatoire pour les étrangers de la législation locale en matière de presse. D'autre part, les mesures administratives prises à l'encontre du journal l'*Indépendant* avaient, à l'occasion de leur exécution matérielle, provoqué, entre l'autorité locale et le consul général de France, un différend qui, d'un commun accord, fut soumis à une commission d'arbitrage composée des consuls généraux d'Allemagne, de Grande-Bretagne et d'Italie.

Il n'est pas sans intérêt de signaler les termes de la note présentée aux arbitres par le consul général de France et dans laquelle il disait : « Quant à l'*Indépendant*,
« qui a été l'occasion et non la cause du conflit, et qui, en
« réalité, est étranger à la demande de réparation que j'ai
« formulée le 21 juin, la correspondance ci-jointe prou-
« vera que je n'ai jamais hésité à reconnaître qu'il
« est dans son tort et qu'il aurait dû se conformer à la
« loi ottomane avant d'être publié. »

La sentence arbitrale, qui fut rendue à la date du 29 novembre 1871, reconnut en termes formels les droits de

l'autorité locale en matière de presse. Il y est dit notamment :

« Vu que la loi ottomane du 1^{er} janvier 1865 régit la
« presse en Orient, principe que le Consulat de France
« lui-même a reconnu... ;

« Que la publication du journal l'*Indépendant* est con-
« traire à la loi sus-mentionnée... ;

« Décident :

« Que le Consul général de France — dès que l'infrac-
« tion à la loi commise par la publication non autorisée
« du journal l'*Indépendant* lui fut dénoncée par le Gou-
« vernement égyptien, — était tenu, de sa propre autorité
« et d'office, de prendre toutes les mesures nécessaires
« pour faire cesser immédiatement et définitivement cet
« état illégal.... »

Arguments tirés de la jurisprudence

Les tribunaux ont eu aussi à se prononcer, après la diplomatie, sur les différends relatifs à cette question de la presse en Égypte. Leurs décisions ont été favorables à la thèse que nous soutenons.

La Cour d'appel d'Aix a rendu en la matière, le 22 mars 1872, un arrêt où l'on relève le considérant ci-après :

« Attendu que la presse est régie, en ce qui concerne sa
« police, son régime et ses conditions d'existence, par la
« loi territoriale de chaque pays ;

« Attendu qu'il résulte des dispositions des lois visées
« par le jugement dont est appel et qui ont été portées
« par le Gouvernement ottoman à la connaissance des
« agents des puissances étrangères, sans protestation de
« leur part, et notamment en ce qui concerne l'Égypte,
« par les circulaires de 1857 et du 7 octobre 1863, que
« nul étranger ne peut établir dans ce pays une imprimerie et publier un journal sans s'être préalablement
« adressé au Ministère des Affaires étrangères et avoir
« obtenu de lui une autorisation spéciale.... »

Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler un arrêt du 28 novembre 1857 de la Cour de cassation de France, déjà invoqué par le Gouvernement égyptien dans une dépêche adressée, le 25 juin 1871, par le Ministère des Affaires étrangères au Consulat général de France. Cet arrêt reconnaît explicitement que la presse est soumise, en ce qui concerne sa police, son régime et ses conditions d'existence, à la loi territoriale de chaque pays.

A côté de la jurisprudence française, il convient de connaître la jurisprudence des tribunaux mixtes; ceux-ci ont, en effet, été appelés, à diverses reprises, à statuer sur des instances introduites à la suite de suppressions de journaux prononcées par voie administrative.

Ces tribunaux ont reconnu que la suppression d'un journal par voie administrative constitue une mesure parfaitement légale.

La Cour d'appel d'Alexandrie a rendu deux arrêts en la matière. Dans le premier, en date du 5 juin 1884, elle déclare

en substance que le Gouvernement égyptien a le droit de supprimer un journal appartenant à un étranger même par voie administrative et indépendamment des peines que la loi sur la presse prononce contre ceux qui violent ses dispositions ; que la constitution de l'Empire ottoman, quoique ayant proclamé la liberté de la presse, n'a point abrogé, sur ce point, la loi du 1^{er} janvier 1865 et l'ordonnance vizirienne du 12 mars 1867.

Le second arrêt, rendu en 1884, décide que le Gouvernement égyptien a le droit d'ordonner, par voie administrative, la suppression des journaux publiés en Égypte par des étrangers, lorsque ces journaux deviennent un obstacle à la conciliation des esprits et la fusion des intérêts, ou servent de moyen pour fomenter des troubles et provoquer l'antagonisme entre les différentes classes de la population.

En 1881, le Gouvernement égyptien qui, en vertu de firmans successifs, avait obtenu son autonomie presque entière, spécialement en matière d'administration intérieure, a promulgué une loi sur la presse et l'imprimerie particulière à l'Égypte pour être substituée aux lois et règlements de l'Empire ottoman sur la matière. Cette loi est obligatoire ; elle n'a besoin pour cela ni d'être approuvée par les puissances, ni même d'avoir fait l'objet d'une communication aux Consulats généraux.

De même que la législation de l'Empire relative à la presse avait été édictée sans recourir à l'assentiment des puissances, ni à leur concours, de même le Khédive,

agissant en vertu de la délégation de souveraineté qui lui a été octroyée par la Sublime Porte, avait de son côté le droit d'édicter librement une législation spéciale à son territoire et les mêmes considérations qui, dès le début, avaient fait admettre sans contestation le principe que la presse doit être régie par la loi territoriale de chaque pays, conservent aujourd'hui toute leur valeur.

Il est à noter qu'à l'époque, la promulgation de la loi et sa publication à l'*Officiel* n'ont donné lieu à aucune observation.

Bien mieux, par une communication du 25 mars 1885, M. de Martino, consul général d'Italie, informait Nubar-Pacha qu'il était « autorisé par les instructions de son « Gouvernement à déclarer qu'il appartient exclusivement « à celui de S. A. de réglementer la presse et l'imprimerie ».

En 1885, il est vrai, à l'occasion de la suppression du journal *Le Bosphore égyptien* et de la fermeture de son imprimerie, un conflit s'éleva entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement français. Il est essentiel d'observer que ce conflit se rapportait en réalité non pas à la suppression du journal par voie administrative mais aux incidents qui avaient accompagné l'exécution matérielle de la fermeture de l'imprimerie.

Pour ce qui est de la suppression administrative du journal, M. de Freycinet écrivait, le 17 avril 1885, à l'Agence et Consulat général de France :

« J'ai pris l'avis des jurisconsultes compétents. De l'exa-

« men approfondi de la question, il ressort que, si des
« décisions judiciaires ont reconnu au Gouvernement
« égyptien la faculté de suspendre et de supprimer un
« journal, d'autre part ce Gouvernement n'a pas le droit
« de prescrire par voie administrative la fermeture d'une
« imprimerie européenne. »

Postérieurement à cet incident, le Gouvernement suspendit le *Journal des Pyramides*, dont le propriétaire était protégé français.

L'imprimerie de ce journal ayant été fermée par les agents de l'Administration sans avis préalable du Consulat, le Gouvernement égyptien reconnut que l'omission de cette formalité constituait un manque de forme, mais il maintint le fond, c'est-à-dire son droit d'appliquer la loi de 1881 à un journal propriété d'un étranger (Dépêche de Nubar-Pacha à M. Monge).

Le sieur Takla cita le Gouvernement égyptien devant le tribunal mixte d'Alexandrie.

Le tribunal repoussa toutes les demandes de Takla relatives à la suspension du journal.

« Attendu, dit le tribunal, qu'il est inutile de chercher
« si la communication aux puissances est nécessaire pour
« rendre applicable aux étrangers une loi promulguée par
« le Gouvernement égyptien ;

« Qu'en effet si la loi de 1881 n'est pas valable, l'arrêté
« ministériel n'en resterait pas moins légal puisqu'il trouve
« sa justification dans l'ordonnance vizirienne du
« 12 mars 1867 ; qu'il faut bien admettre que si la nouvelle

« loi n'est pas valable elle n'a pas abrogé l'ancienne
« et que, par conséquent, elle doit continuer à être
« appliquée. »

De tout ce qui précède, il paraît bien résulter que le droit pour le Gouvernement égyptien d'appliquer aux étrangers la loi de 1881 sur la presse ne saurait être sérieusement contesté.

Au surplus, il est caractéristique qu'à diverses reprises, le Ministère des Affaires étrangères a été officiellement saisi par des représentants des puissances (Dépêches des consuls des États-Unis et de Grèce, en date du 14 mai 1889 et des 24 mai et 18 juillet 1884) de requêtes de leurs nationaux demandant, par application de la législation territoriale, l'autorisation de publier des journaux en Égypte.

Cette circonstance vient encore à l'appui de l'opinion soutenue en matière de presse par le Gouvernement égyptien.

DEUXIÈME PARTIE

Délits de presse

CHAPITRE PREMIER

UNE LOI SPÉCIALE POUR CES DÉLITS EST-ELLE NÉCESSAIRE ?

La plupart des législations européennes ont institué des lois pénales spéciales pour les délits de presse en les séparant du Code pénal, de sorte que ces délits échappent au droit commun et sont régis par des textes spéciaux.

Ces mesures sont-elles nécessaires ? Une loi spéciale pour les délits de presse est-elle indispensable ? Le Code pénal ne peut-il pas y pourvoir lui-même ?

C'est là une des questions les plus importantes parmi celles qui ont divisé les jurisconsultes français.

Je ne parle ici que de la législation française, car c'est elle qui a inspiré la nôtre. La question ayant donné lieu en

France à deux solutions distinctes, la législation égyptienne a opté pour l'une des deux, en consacrant celle en vertu de laquelle une loi spéciale pour ces délits ne serait pas nécessaire.

L'une de ces deux solutions est heureusement développée dans l'exposé des motifs de M. le Garde des Sceaux de Serre, à qui appartient l'initiative de la fameuse loi de 1819. L'éminent ministre français ne croit pas qu'une législation pénale distincte soit nécessaire. Voici comment il s'en explique :

« La presse, dont on peut se servir comme d'un instrument pour commettre un crime ou un délit, ne donne lieu cependant ni à la création ni à la définition d'aucun crime ou délit particulier ou nouveau. De même, en effet, que l'invention de la poudre a fourni aux hommes de nouveaux moyens de commettre le meurtre sans créer un crime nouveau à inscrire dans les lois pénales, de même l'invention de l'imprimerie n'a rien fait de plus que leur fournir un nouvel instrument de sédition, de diffamation, d'injure et d'autres délits. Ce qui rend une action punissable, c'est l'intention de son auteur et le mal qu'il a fait ou voulu faire à l'individu ou à la société. Qu'importe que pour faire le mal, il ait employé tel ou tel moyen ? La prévoyance des lois pénales atteindrait le crime quand même l'instrument mis en usage aurait été jusqu'alors complètement ignoré.

« De ce fait, qui est évident par lui-même, découle une conséquence également évidente ; c'est qu'il n'y a pas

« lieu à instituer, pour la presse, une législation pénale
« distincte. Le Code pénal contient l'énumération et la
« définition de tous les actes reconnus nuisibles à la
« société ; que l'un de ces actes ait été commis ou tenté
« par la voie de la presse, l'auteur doit être puni à raison
« du fait ou de la tentative, sans que la nature de l'instru-
« ment qu'il a employé soit, pour lui ou contre lui, d'aucune
« considération. En d'autres termes, il n'y a point de délits
« particuliers de la presse ; mais quiconque fait usage de la
« presse est responsable, selon les lois communes, de tous
« les délits auxquels elle peut s'appliquer. »

Une loi spéciale n'est donc pas nécessaire. Portalis est du même avis. Dans son rapport au Conseil des Anciens, il dit :

« Que fait-on quand on propose une loi particulière sur
« les délits de presse : c'est comme si, en matière d'as-
« sassinat, on proposait une loi sur les délits du sabre et
« du pistolet. Il est défendu d'assassiner ; l'instrument qui
« sert à commettre le crime n'en change pas la nature. »

La loi égyptienne s'est ralliée à cette opinion en incorporant au Code pénal tous les délits de presse, de sorte qu'ils se trouvent régis par le droit commun comme les autres délits.

CHAPITRE II

NATURE JURIDIQUE DU DÉLIT DE PRESSE

Les législations des États européens ne sont pas d'accord sur la conception juridique du délit de presse.

Deux systèmes différents ont été discutés et chacun de ces deux systèmes a eu ses partisans et ses détracteurs.

Les législations anciennes, comme celles de la France et de l'Angleterre, ont consacré le système en vertu duquel le délit de presse consiste avant tout dans la publication. Dans ce système, qu'on appelle le système de la responsabilité solidaire, on atteint tous ceux qui participent à la publication. Ce système est consacré également par la législation égyptienne.

Le deuxième système, adopté par les législations les plus récentes, belge, danoise, portugaise, espagnole, est celui en vertu duquel l'élément constitutif du délit de presse est l'écrit lui-même et non la publication. Ce qu'on veut frapper dans ce système, c'est l'élément intellectuel. On a donné à ce système le nom de système des cascades.

Nous allons étudier chacun de ces deux systèmes.

a) *Système de la responsabilité*

Les législations qui ont adopté ce système considèrent que l'élément essentiel pour le délit de presse est la publicité et non l'écrit, car, disent-elles, sans la publicité cet écrit serait resté ignoré.

Dans ce système, on applique le droit commun en partant de la publicité comme élément essentiel du délit.

Celui ou ceux qui ont publié l'écrit seront considérés comme auteurs ou coauteurs; ceux qui ont participé à la publication, par les moyens déterminés au Code pénal pour la complicité, seront considérés comme des complices.

C'est le système adopté par les législations égyptienne et française, sauf quelques restrictions relatives à l'auteur (art. 166 C. P.), et aussi par la jurisprudence anglaise.

En Angleterre cependant, on avait abusé de ce système de la publicité. Voici comment : Un individu s'est arrêté pour lire une affiche contraire aux mœurs et, devant ses gestes de surprise, d'autres personnes s'arrêtent; un attroupement se forme. Les policiers s'approchent et l'individu qui s'est le premier arrêté devant l'affiche est poursuivi et condamné parce que c'est lui qui, par son attitude, a attiré l'attention des autres sur cette affiche.

C'est là une application très exagérée du système de la publicité. On voit, par cet exemple et par d'autres analogues, qu'on pourrait poursuivre, non seulement les gens qui appartiennent à la presse, mais encore ceux qui auront participé à la publicité.

b) Système des cascades

Les législations qui ont adopté ce système considèrent au contraire que le délit de presse consiste dans l'écrit lui-même, car sans l'écrit il n'y aurait pas eu de délit possible, et elles ont oublié que l'écrit ne pourrait produire le résultat voulu par l'écrivain sans la publicité.

C'est l'auteur donc qui sera considéré comme le principal coupable et c'est lui qui supportera la responsabilité s'il est connu. Lui seul sera donc poursuivi. A son défaut, on poursuivra d'autres personnes suivant un certain ordre de complicité qui différera selon qu'il s'agit d'un livre ou d'un journal :

Pour le livre : 1° l'auteur ; 2° l'éditeur ; 3° l'imprimeur ; 4° le distributeur.

Pour le journal : 1° l'auteur ; 2° le directeur ou gérant ; 3° l'éditeur ; 4° l'imprimeur ; 5° le distributeur. De sorte qu'on ne poursuivra l'un qu'à défaut de l'autre.

On a adressé à ce système de très nombreux reproches dont voici les plus saillants :

1° Il peut arriver qu'un individu se prétende faussement l'auteur de l'ouvrage incriminé et se présente au tribunal à la place du véritable auteur ; la fraude par ce système sera favorisée et c'est là un grand inconvénient. Le tribunal aura beau rechercher si la déclaration est sincère, souvent il ne parviendra pas à le découvrir.

La législation belge a tenu compte de cet inconvénient et pour y remédier elle a exigé que la question de l'iden-

tité de l'article et de celui qui s'en déclare l'auteur soit posée au jury.

2° Un autre reproche qu'on a adressé à ce système est qu'il n'y a au procès qu'un seul délinquant et lorsque celui-là est poursuivi, tous les autres, quelle que soit leur responsabilité, sont hors de cause.

3° Enfin on a encore fait observer que le système de la successivité des pénalités aboutit toujours à une injustice. Supposons que l'auteur de l'article ne soit pas connu ; d'après ce système, c'est l'éditeur qui sera poursuivi et condamné. Quelque temps après l'auteur est connu. Que va faire la justice ? Absolument rien ; on ne le poursuivra pas. Pourquoi ? Assurément cette législation est très difficile à justifier.

En outre, le système même qui ne considère que l'écrit dans le délit de presse n'est pas très ingénieux et même pas très logique. En effet, l'auteur de l'article, en le soumettant à la publicité, n'a fait par cela même que présenter au gérant un simple instrument pour commettre le délit. Le gérant pouvait juger l'article et ne pas le publier s'il était sujet à caution ; dans ce cas, le délit n'était pas possible ; l'article n'étant pas connu, l'ordre public n'en aurait pas été troublé. C'est la personne qui a publié l'écrit qui est vraiment la source et la cause du mal commis. C'est elle donc qui devait être poursuivie comme auteur et non l'auteur de l'article. Cette sorte de culpabilité est rigoureusement identique à celle d'une personne A qui a donné un pistolet chargé à une deuxième B en la poussant

à en tuer une troisième C. Si B exécute la volonté de A et tue C, quel sera l'auteur ; sera-ce A ou B ? Il est incontestable que l'auteur serait B qui a tiré sur C, et A ne sera que le complice.

S'il en est ainsi, pourquoi vouloir que le délit de presse soit traité autrement ? L'écrit dans le délit de presse n'est-il pas comme le pistolet dans l'assassinat de C ? Il y a lieu de le croire : la logique et le droit commun le commandent.

c) Système de la législation égyptienne

La législation égyptienne, comme nous l'avons dit, a consacré le système en vertu duquel le délit de presse consiste dans la publicité. La loi française a également adopté ce système ; seulement les deux lois égyptienne et française ont établi un ordre successif de procédure pour la poursuite de l'auteur tout en se basant sur la publicité.

Il n'y a pas lieu de croire que ces deux législations aient opté également pour le système des cascades. Ce serait une erreur, car elles n'admettent jamais que l'écrit soit également essentiel au délit de presse. Si elles ont établi un ordre successif, c'est pour la procédure tout simplement et pour qu'il y ait un auteur principal.

Nous allons maintenant passer en revue l'évolution de la législation égyptienne en ce qui concerne l'ordre successif de culpabilité.

Avant la revision du Code pénal, en 1904, l'article 174

de ce Code répartissait une responsabilité successive entre gérant, auteur, imprimeur et distributeur.

Cet article était ainsi conçu :

« Dans l'application des peines ci-dessus seront
« punis comme auteurs principaux et dans l'ordre sui-
« vant :

« 1° Les gérants ou éditeurs des journaux ou écrits
« périodiques ;

« 2° A leur défaut les auteurs ;

« 3° A défaut des auteurs, les imprimeurs s'ils ont agi
« sciemment et de connivence ;

« 4° A défaut des imprimeurs, les vendeurs, distribu-
« teurs ou afficheurs.

« Lorsque les gérants ou les éditeurs seront en cause,
« les auteurs seront poursuivis comme complices. »

Cet article consacrait donc les principes suivants :

1° On ne pouvait poursuivre comme auteur principal que l'une des personnes suivantes : gérant, auteur, imprimeur, vendeur ;

2° La poursuite contre une de ces personnes excluait la poursuite contre celles qui la suivaient dans l'échelle des responsabilités ;

3° Contrairement au droit commun, l'intention criminelle était présumée chez les personnes responsables en vertu de cette échelle. Ces personnes ne pouvaient renverser cette prescription que dans des circonstances spéciales. Une exception était cependant faite en faveur des

imprimeurs à l'égard desquels l'intention criminelle devait être prouvée ;

4° La disposition finale de l'article 174 excluait la complicité des imprimeurs et vendeurs de sorte que, dans tous les cas, ils ne pouvaient être poursuivis que si le gérant ou l'auteur étaient inconnus.

En 1904, quand on a revisé ledit Code, le Conseil législatif a demandé et obtenu l'abrogation de cet article et dès lors tout individu coupable, soit comme auteur, soit comme complice, était jugé conformément au droit commun. Par cette suppression de l'article 174, on espérait, dit la note explicative du Gouvernement, « pouvoir atteindre ces « infractions et établir la responsabilité des gérants ou des « éditeurs, les principaux responsables, en se basant sur « les principes généraux en matière de complicité ».

Cet état de choses subsista pendant plus de six ans et ce n'est qu'au milieu de l'année 1910, qu'on songea à restaurer l'ancien article 174 et à le mettre définitivement en vigueur.

Ce fut l'article 166 *bis* du Code pénal égyptien qui reproduisit, sauf quelques modifications, le texte de l'ancien article 174 qui, lui-même, n'est qu'une copie exacte de l'article 42 de la loi française.

Pourquoi est-on revenu au principe de l'article 174 ? Parce que, dit le Gouvernement, dans la note explicative citée plus haut, « l'expérience des six dernières années a « prouvé qu'on s'était trompé. Il est, en effet, généralement « très difficile d'établir l'intention criminelle du gérant qui

« échappe ainsi souvent à la répression. Si, par exemple, « l'auteur est inconnu ou se trouve à l'étranger, il ne reste « plus que l'imprimeur et le vendeur dont la complicité est « encore plus difficile à démontrer et le châtiment ineffi-
« cace ».

C'est en ce sens encore que s'exprime M. le Conseiller judiciaire dans son rapport de 1910, en parlant du système du Code de 1904 :

« Le système adopté par le Code de 1904, dit M. le Con-
« seiller, présente des inconvénients manifestes. L'inten-
« tion criminelle de l'inculpé doit, d'après ce Code, être
« établie dans tous les cas, qu'il soit poursuivi comme
« auteur principal ou comme complice. Or, il est excessi-
« vement difficile, lorsque l'auteur principal est inconnu,
« de prouver que le gérant a sciemment publié un article
« déterminé et la preuve de l'intention criminelle est
« encore plus difficile à l'égard de l'imprimeur ou du ven-
« deur. La difficulté d'avoir des condamnations en matière
« de délits de presse (délits qui se sont accrus considéra-
« blement dans ces dernières années) a, à la fin, contraint
« le Gouvernement de revenir au système de 1883, celui
« de la responsabilité par degrés. »

Quel est donc cet ordre successif de responsabilité que la loi de juin 1910 a restauré ?

L'article 166 *bis* du Code pénal le fixe en ces termes :

« Seront punis comme auteurs principaux et dans
« l'ordre suivant : 1° les gérants ou éditeurs, quelles que
« soient leur profession ou dénomination ; 2° à leur défaut

« les auteurs ; 3° à défaut des auteurs, les imprimeurs ;
« 4° à défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs
« ou afficheurs. Le tout sans préjudice de l'application des
« principes généraux en matière de complicité s'il y a
« lieu. »

L'échelle des responsabilités est la même que celle de l'article 174, sauf les modifications suivantes :

1° Les mots *des journaux ou écrits périodiques* au premier alinéa de l'article 174 ont été supprimés, car aucune raison ne permet d'établir un régime spécial pour les journaux ou écrits périodiques et de réserver le droit commun pour les livres, les brochures ou autres publications non périodiques. Si l'on adopte un système spécial de responsabilité en matière de presse, les mêmes raisons doivent s'appliquer dans tous les cas, que la publication soit périodique ou non.

2° On a abandonné le régime de faveur qui était réservé aux imprimeurs dont la culpabilité ne se présumait pas et à l'égard desquels l'intention criminelle devait être prouvée.

3° Enfin, au lieu de limiter la complicité aux auteurs et de reproduire le dernier alinéa de l'article 174, on a préféré rendre applicables à tous les principes généraux en matière de complicité, imitant ainsi la loi française, avec cette différence que sous le régime de cette loi les imprimeurs ne sont plus punissables comme complices pour faits d'impression.

La disposition de cet article établit à l'encontre du

gérant ou éditeur une présomption de culpabilité car, dit la note explicative : « ils ont toute facilité de prendre con-
« naissance de ce qu'ils publient et ils doivent supporter la
« responsabilité des articles insérés dans leur journal ».

A défaut de gérant ou éditeur, l'auteur sera poursuivi comme auteur principal. Que faut-il entendre par les mots *à défaut de* ? Ces mots doivent s'entendre en ce sens : Que l'écrit périodique n'a ni gérant légalement responsable, ni éditeur connu, que l'écrit non périodique a été publié soit sans le concours d'un éditeur, soit avec le concours d'un éditeur inconnu. De même les mots *à défaut des auteurs, à défaut des imprimeurs*, doivent s'entendre en ce sens que les auteurs, les imprimeurs sont inconnus.

Donc, si les poursuites contre tel participant deviennent vaines ou impossibles parce qu'il a passé à l'étranger ou qu'il est décédé, on ne peut passer à l'autre participant en le traitant comme auteur principal, car le premier participant n'est pas inconnu.

Mais pourquoi la loi établit-elle une présomption de culpabilité contre l'auteur à défaut du gérant ou de l'éditeur, contre l'imprimeur à défaut de l'auteur, etc.

Les raisons sont les suivantes :

L'auteur qui écrit dans un journal qui n'a ni gérant légalement responsable, ni directeur connu, ou qui fait paraître un écrit non périodique sans recourir à un éditeur connu, apparaît comme s'étant fait son propre

éditeur et doit, en conséquence, supporter la responsabilité de la publication.

Pour l'imprimeur, c'est tout simplement parce qu'il refuse de faire connaître ceux de qui il tient l'écrit et qui l'ont mis au jour.

La même raison a inspiré le législateur pour ce qui concerne les distributeurs qui, quoique simples agents auxiliaires, apparaissent cependant comme les véritables agents de la publication.

Que décider si une même personne réunit en elle-même deux qualités ou professions, si elle est par exemple imprimeur et gérant en même temps ? Pourra-t-elle exciper de sa qualité d'imprimeur pour échapper aux poursuites auxquelles l'exposerait le fait de la publication ? Non, car c'est la nature du concours prêté à la perpétration du délit et non la qualité ou la profession de la personne qui l'a prêté, qui détermine sa responsabilité.

En parlant du gérant ou éditeur, l'article 166 *bis* ajoute ces mots : « quelles que soient leur profession ou leur dénomination ». Que veut-il dire par cette disposition ? M. le Conseiller judiciaire, dans son rapport de 1910, nous l'explique en ces termes :

« La loi sur la presse du 26 novembre 1881 impose
« l'autorisation préalable du Gouvernement pour tous
« changements de gérants, éditeurs, propriétaires ou
« administrateurs. Ainsi, sauf contravention à cette loi, les
« gérants seront toujours connus. Si aucune personne
« n'est désignée comme gérant, celle qui, en fait, remplit

« ces fonctions sera punie comme auteur principal. Cela
« peut être, suivant les cas, le directeur, le rédacteur en
« chef ou le propriétaire, quelle que soit la dénomination
« qu'il aura prise. »

Le dernier alinéa du même article 166 ajoute :

« Le tout sans préjudice de l'application des principes
« généraux en matière de complicité s'il y a lieu. »

Ce qui donne à entendre que, si le gérant est poursuivi comme auteur principal, les auteurs, imprimeurs et vendeurs pourront être poursuivis comme complices. C'est à peu près l'article 43 de la loi française de 1881.

Les principes généraux en matière de complicité s'appliqueront donc aux complices des délits de presse. Il en résulte que le complice sera passible des peines prévues par la loi, bien que l'auteur soit exempt de toute peine par suite d'une cause de justification, de l'absence d'intention criminelle ou de toute autre circonstance qui lui est personnelle (art. 42 C. P.).

Mais la victime d'un article coupable peut-elle poursuivre l'auteur de cet article sans s'attaquer au gérant qui lui est connu ? Chez nous la question n'offre aucune difficulté ; la victime pourra le faire, car la loi ne le défend pas et les principes de l'équité et du bon sens ne s'y opposent pas. Mais, en droit français, à cause de la rédaction différente de l'article 43, la question a été controversée et la jurisprudence est divisée ; le tribunal de Pau, en 1889, et la Cour de Paris, en 1884, ont décidé que la victime pourra poursuivre l'auteur comme complice sans

mettre en cause le gérant. La Cour de cassation (28 juillet 1883) a résolu la question dans un sens contraire : « Attendu, dit la Chambre criminelle, que, si le « paragraphe de l'article 43 dispose que lorsque les gérants « ou éditeurs seront en cause, les auteurs seront poursuivis « comme complices, la forme restrictive de cette rédaction, « en accord, du reste, avec les explications qu'elle a reçues « dans la discussion législative, établit clairement que la « loi subordonne la poursuite à titre de complicité à la mise « en cause simultanée du gérant comme auteur principal. »

Tel est le système adopté par la législation égyptienne.

On voit, par l'exposé rapide qui en est fait, que la législation, loin d'avoir bouleversé le droit commun, n'a fait, au contraire, qu'appliquer d'une manière très logique et très juridique ses principes en partant de la publicité comme élément essentiel du délit de presse.

CHAPITRE III

ÉLÉMENTS DU DÉLIT DE PRESSE

Comme j'ai eu l'occasion de le dire précédemment, la législation égyptienne n'a pas édicté de loi spéciale sur les délits de presse. La matière est incorporée au Code pénal et régie par le droit commun. Quoiqu'elle n'ait pas consacré de loi à la presse, la loi égyptienne a cependant admis, dans leur ensemble, les principes généraux de la loi française de 1881, relatifs aux faits constitutifs du délit de presse; ainsi l'article 148 du Code pénal égyptien reproduit textuellement l'article 23 de la loi française de 1881.

Les limites très restreintes de cette étude ne nous permettent de traiter que les éléments essentiels et communs à tous les délits de presse sans étudier les différents délits eux-mêmes.

En dehors de l'élément matériel, qui est commun à tous les délits (de presse ou autres), le délit de presse suppose deux éléments essentiels et indispensables, savoir : la publicité et l'intention de nuire. Nous allons analyser, à grands traits, ces deux éléments.

SECTION I

Publicité

Pour qu'un délit de presse soit réprimé pénalement, il faut qu'il ait été commis par l'un des moyens déterminés par les articles 148 et 151 du Code pénal. La publicité est donc déterminée et la loi égyptienne n'a admis aucune exception à ce principe, contrairement à la loi française qui a établi pour certains délits une publicité indéterminée, notamment pour la reproduction des fausses nouvelles, l'offense envers les Chefs d'États étrangers et les outrages envers les agents diplomatiques.

Ces moyens, déterminés par l'article 148, sont : 1° gestes, discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics ; 2° écrits imprimés, vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics ; 3° placards ou affiches exposés aux regards du public ; 4° dessins, gravures, peintures ou emblèmes rendus publics ou mis en vente dans un endroit quelconque.

Avant d'aborder l'étude de ces moyens, il serait intéressant de remarquer que la publicité existe si le délit a été commis, sous la pression de l'auteur de l'acte délictueux, par une autre personne. Ainsi, il y a délit punissable lorsque un individu écrit à un tiers que telle personne ne vit que de chantage et recommande au destinataire de la lettre de lui répondre et que celui-ci le fait.

On voit par là que la loi égyptienne a établi deux sortes de moyens de publicité : ceux de l'article 148 et ceux de l'article 150. Il y a des délits qui se commettent par les moyens visés par les deux articles, d'autres, au contraire, qui ne se commettent que par les moyens énumérés dans l'article 148. Les délits qui se commettent par les moyens énumérés dans l'article 148 sont ceux des articles 149, 261 et 265 du Code pénal ; les autres délits de presse se commettent par les moyens énumérés dans les deux articles réunis. Pour ceux-ci, la législation a cru utile d'étendre les moyens de publicité. Ce sont les délits des articles 150 à 166 du Code pénal (chap. 14).

La loi française a aussi établi les deux sortes de moyens de publicité dans les deux articles 23 et 28 de la loi de 1881.

Étudions maintenant les différents moyens de publicité que nous avons énumérés sommairement.

I. — PUBLICITÉ PAR LA PAROLE

La loi envisage ici le cas où la pensée coupable a été manifestée extérieurement par la parole. La loi française ne contient pas le geste comme moyen de publicité, elle l'a laissé à la publicité indéterminée.

Ce mode de publication doit réunir trois conditions. Il faut : 1° qu'il consiste dans des gestes, discours, cris ou menaces ; 2° que ces discours, cris ou menaces aient été

proférés ; 3^o qu'ils aient été proférés dans des lieux ou réunions publiques.

A. — *Geste, discours, cri ou menace*

Geste. — La manifestation de la pensée par geste résulte de tout acte matériel, de tout mouvement du corps ne constituant pas une voie de fait et exprimant le mépris ou le dédain pour la personne à laquelle il s'adresse. D'après Garraud, elle se résume dans un geste offensant, dans tout mouvement du corps, dans toute mimique, dans toute attitude exprimant clairement le dédain ou le mépris pour la personne à laquelle il s'adresse. La loi française de 1881 n'a pas songé à comprendre les gestes dans les moyens de publication qu'elle prévoit.

Discours. — On entend par discours toute parole, depuis le discours prononcé par l'orateur jusqu'à quelques phrases et même jusqu'à un seul mot. Cette expression générale embrasse en même temps la prose, les vers, les chansons, etc. Ainsi le fait de chanter en public une chanson contenant une imputation diffamatoire rentre dans les prévisions de la loi (Cass. égypt., affaire de la chanson Wardani, 1911).

Cri. — Le cri est une violente émission de son exprimant d'une manière bruyante un sentiment qui fait explosion (Fabreguettes).

Il s'applique à ce qui, tout en provenant de la voix humaine, n'est pas une parole articulée. Il s'applique aux hurlements, grognements, coassements, etc.

Menaces. — Quant aux menaces, la doctrine française croit qu'elles ne se trouvent pas à leur place dans une énumération des moyens matériels de publier sa pensée à l'aide de la voix : « La loi, dit-elle, passe du domaine matériel du sens dans le domaine matériel de la pensée. » (Roussel, n° 857.) On a dit, avec raison, que la menace n'est pas un procédé spécial d'émission de la voix ; elle n'est, en réalité, qu'un discours ou qu'un cri prononcé ou proféré dans un but déterminé.

Partant de là, la doctrine française soutient qu'au sens de l'article 23 de la loi française de 1881, la publication par la parole doit avoir lieu ou par discours ou par cri et que ces expressions doivent être prises dans leur acception la plus large. Les textes des lois française et égyptienne étant d'accord sur la question, nous croyons que la doctrine française est applicable en Égypte. L'article 148 dit gestes, discours, menaces, cris *proférés* dans un lieu public ou réunion publique.

Il ne suffit pas que ces gestes, discours, menaces, etc. aient eu lieu dans un endroit ou une réunion publics ; il faut aussi que les assistants aient pu entendre les paroles prononcées. Ainsi des propos tenus dans un lieu public ne constituent le délit de diffamation que s'ils ont été prononcés à haute voix, de manière à être entendus de personnes autres que les interlocuteurs. La jurisprudence française est constante sur cette question (Cass., 22 juillet 1892, 15 juillet 1898, 17 novembre 1887).

De même il n'y a pas publicité suffisante pour constituer

le délit de diffamation : 1° quand la confidence de faits diffamatoires est faite à une seule personne, encore qu'elle ait été faite dans un lieu public, si aucune autre personne n'a pu l'entendre ; 2° quand les propos ont été tenus dans des magasins ou des boutiques mais sur un ton tel qu'ils n'ont pu attirer l'attention de personnes étrangères à la conversation. A plus forte raison, il n'y a pas publicité si les propos diffamatoires dans une conversation sont tenus dans un appartement.

B. — *Lieux et réunions publiques*

L'article 148 stipule que les gestes, discours et cris doivent avoir lieu dans des lieux ou réunions publiques. A première vue, il semble que ces deux expressions « lieu public » et « réunion publique » soient synonymes, mais en réalité ils ne le sont pas et c'est à dessein que le législateur les a employés, car un lieu peut être public sans qu'il y ait une réunion et réciproquement.

Ainsi l'imputation calomnieuse est réputée publique par cela seul qu'elle a été faite dans un lieu ouvert au public, sans qu'il soit nécessaire qu'elle ait été faite dans une réunion publique. L'importance de cette matière nous oblige à l'étudier en détail. Occupons-nous tout d'abord des lieux publics et ensuite abordons l'étude des réunions publiques.

1° Lieux publics

Presque tous les auteurs français (Chassan, t. I, n° 81, Grattier, Barbier, t. I, n° 250, Fabreguettes) adoptent la division des lieux publics en trois catégories : 1° lieux publics par leur nature ; 2° lieux publics par destination ; 3° lieux accidentellement publics. Grellet-Damazeau ne connaît pas la troisième catégorie et divise les lieux publics seulement en deux : 1° lieux publics par leur nature ; 2° lieux publics par destination. « Un lieu, dit-il, est public par nature ou par destination ; il est public d'une manière absolue ou d'une manière relative. »

Comme les deux textes des lois égyptienne et française sont conformes en la matière, je crois qu'on pourra, à défaut de doctrine égyptienne, adopter la doctrine française qui a prévalu, c'est-à-dire la division des lieux publics en trois catégories.

a) *Lieux publics par leur nature.* — Un lieu est public par sa nature quand il est accessible à toute personne sans aucune condition, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit. Tels sont, par exemple, les chemins publics, les routes, les rues, etc.

b) *Lieux publics par leur destination.* — Ce sont, dit Chassan, des lieux qui, sans être publics par leur nature, sont tels par l'objet auquel ils sont destinés. Ils sont accessibles à tous ceux qui veulent y pénétrer à heure fixe. Ils se distinguent des premiers en ce que les premiers sont

ouverts au public à toute heure, tandis que les seconds ne sont ouverts qu'à heure fixe ; à certain moment, ils peuvent cesser d'être accessibles au public. Ils ne sont pas nécessairement ouverts tous les jours. De là il résulte que, pendant le temps où ils ne sont pas ouverts au public, ils cessent d'être des lieux publics.

Par exemple, la représentation dans un théâtre commence à 9 heures et finit à 2 heures, le public est admis à ce théâtre à partir de 8 heures. De 8 heures à 2 heures, le lieu est public ; avant et après, il ne l'est pas, et tout délit de presse commis en dehors de l'horaire réglementaire n'est pas réprimé par la loi.

En second lieu, le caractère public n'appartient dans un édifice qu'à la partie accessible à tous : les pièces réservées pour les services intérieurs sont considérées comme des lieux privés.

Parmi les lieux publics par destination, on distingue :

1° Les mosquées, les églises, les temples, les musées, les bibliothèques publiques ;

2° Les salles de spectacle (Daloz, *Presse*) ;

3° Les greffes des tribunaux. La jurisprudence française est unanime sur cette question (Cass., 4 sept. 1823, Daloz ; Cass., 29 nov. 1845, Cass., 20 déc. 1873) ;

4° Les cafés et cabarets : les salles affectées au service des consommateurs doivent être considérées comme des lieux publics (Besançon, 6 déc. 1887) ;

5° Les bureaux de toutes les administrations ouverts à tous indistinctement pendant tout le temps où le public y

est admis, comme par exemple les bureaux d'un conservateur des hypothèques (Cass., 5 août 1882);

6° Les stations de chemins de fer ainsi que les bureaux des employés (Cass., 28 avril 1843);

7° Les vestibules, couloirs et corridors conduisant à des bureaux considérés comme lieux publics; telles sont les salles d'attente des gares, la salle des pas perdus d'un tribunal;

8° Les salles d'audience d'un tribunal ou d'une Cour. Mais s'il y était procédé à huis clos, les tribunaux pourraient-ils décider qu'à raison, par exemple, de la réunion des avocats, du grand nombre des témoins, il peut y avoir publicité? Non, car il n'y a pas de public et le nombre de personnes présentes n'est autre que le nombre indispensable à l'administration de la justice. Il a été jugé en ce sens que lorsqu'il n'y a que les juges, le ministère public et le barreau, la salle d'audience n'est point un lieu public (Cass., 4 août 1832).

9° La question de savoir si les wagons de chemins de fer sont considérés comme des lieux publics est une question assez délicate. S'agit-il des wagons avec couloirs où le public peut entrer à chaque instant et se transporter ainsi d'un compartiment à un autre : ces wagons doivent être considérés comme des lieux publics. S'agit-il au contraire d'un wagon où les compartiments ne communiquent pas entre eux : la solution de la question diffère suivant que le train est en marche ou ne l'est pas; dans le premier cas, le wagon n'est pas un lieu public et, dans le second, il

l'est. Cela tient à ce que le public ne peut entrer dans ces wagons quand le train marche, tandis qu'il peut le faire quand il s'arrête.

La doctrine française n'a pas voulu considérer les écoles et collèges comme des lieux publics. En effet, dit-on, il ne suffit pas qu'un élève se présente dans un établissement d'enseignement pour y être admis et, dans tous les cas, l'entrée n'y est pas librement ouverte au public (Barbier, t. I, n° 251). — La jurisprudence s'est ralliée à la doctrine en considérant que le collège n'est pas un lieu public (9 nov. 1832). — M. Fabreguettes (t. I, n° 54, p. 205) propose une distinction entre les lycées et collèges, suivant qu'ils reçoivent ou non des externes et qu'on attribue exclusivement le caractère de lieu public à ceux qui admettent des externes. Cette proposition a été jugée inadmissible par les autres auteurs.

Les boutiques et magasins peuvent-ils être considérés comme des lieux publics ? Non, car les boutiques et magasins ne sont faits que pour recevoir les seuls acheteurs et ne sont nullement destinés, comme les cafés et cabarets, à recevoir le public (Cass., 15 mars 1832 ; tribunal corr. de Saint-Amand, 23 mars 1880).

Il est vrai que la Cour de Paris (28 février 1884) a décidé que le magasin d'un libraire où le public a libre accès est un lieu public ; mais cette décision n'a pas prévalu ; elle est combattue par la doctrine et la jurisprudence.

Mais le caractère de publicité ne peut être contesté lorsqu'il s'agit de grands magasins (Louvre, Bon Marché,

à Paris) où le public circule et séjourne librement, où l'on entre non seulement pour acheter, mais encore pour se promener, pour voir les étalages. Il en est de même des magasins où l'on vend aux enchères.

c) *Lieux accidentellement publics*. — Un lieu qui n'est public ni par sa nature ni par destination peut éventuellement prendre un caractère public. Un champ, par exemple, est un lieu privé car le public ne peut librement y entrer. Toutefois, il peut être à un certain moment un lieu public. C'est dans le cas où à raison d'une fête, d'une foire, le propriétaire a donné libre accès au public. Il a été jugé chez nous que les propos diffamatoires prononcés dans une foire, une fête pour célébration de mariage sont considérés comme ayant été prononcés dans un lieu public (Cass., 4 janv. 1896, *Revue du droit*, t. III, p. 122). Nous venons de voir tout à l'heure que les magasins et boutiques ne sont pas des lieux publics et qu'ils le deviennent accidentellement.

Nous avons ainsi terminé l'étude des trois catégories de lieux publics. Toutefois il nous reste à étudier deux questions très importantes relatives à la publicité.

1° Le propos proféré dans un lieu public par nature est censé avoir été proféré publiquement, sans qu'il soit besoin qu'il ait été entendu de plusieurs personnes, même s'il n'y avait personne dans ce lieu public.

Il en est de même du lieu public par destination quand le propos a été proféré dans le temps où le public avait la faculté d'y entrer librement. En effet, le propos a été pro-

féré dans un lieu où il devait se trouver du public. S'il en a été autrement, cela tient à des circonstances indépendantes de son auteur. C'est en ce sens qu'est fixée la jurisprudence française. A défaut de jurisprudence égyptienne, nous croyons qu'il doit en être de même en Égypte si la question se pose. La doctrine française s'est ralliée à la jurisprudence : « Les lieux publics demeurent tels, soit qu'il n'y ait qu'un seul auditeur ou qu'il n'y en ait même aucun au moment où le délit est commis » (Chassan, t. I, n° 84, p. 50).

M. de Grattier estime que Chassan a raison dans le cas où il n'y a qu'un seul auditeur, mais qu'il va trop loin en étendant la loi au cas où il n'y a pas d'auditeurs du tout : « Pour que le discours puisse être incriminé, il faut qu'il ait été entendu. Comprend-on une poursuite dans laquelle aucun témoin *de auditu* ne serait produit ? »

A cette critique, M. Chassan a répondu avec raison : « Si le discours a été entendu, peu importe que ceux qui l'ont entendu ne se soient pas trouvés dans le lieu même. C'est ce que dit à diverses reprises M. de Grattier lui-même, qui, après avoir posé en principe qu'il est indispensable, pour la criminalité du discours, qu'il ait été proféré en présence au moins d'un assistant ou d'un passant, a été obligé de reconnaître implicitement que le discours serait néanmoins punissable, alors même qu'il n'y aurait ni assistant ni passant, s'il avait été proféré de manière à être entendu par une seule personne de l'intérieur de sa maison » (Chassan, I, p. 48, note 2).

La réponse est très ingénieuse ; elle tend à montrer que M. de Grattier se contredit lui-même ou du moins tend à se fixer implicitement dans le sens de Chassan.

2° Propos proféré dans un lieu privé et entendu dans un lieu public : Il résulte donc de ce que nous venons de dire que la publicité exigée par l'article 148 du Code pénal n'existe pas si le propos a été proféré dans un lieu privé. Mais qu'arrive-t-il s'il a été proféré dans un lieu privé et qu'il ait été entendu dans un lieu public ? Chez nous la question ne s'est pas posée. Résolvons-la donc par la jurisprudence et la doctrine françaises qui sont parfaitement applicables : « Il est parfaitement évident, dit Dalloz, que
« celui qui, de sa chambre, les fenêtres ouvertes ou fer-
« mées, avec ou sans porte-voix, ferait entendre de loin
« des propos diffamatoires, commettrait le délit de diffam-
« ation. Nous croyons d'ailleurs que cette interprétation
« est en harmonie avec le sens du mot « proféré ». Un
« discours est « proféré » dans un lieu public quand il y
« parvient. Ce n'est donc pas le lieu où se trouve l'auteur
« du propos qu'il faut le plus considérer, mais celui où il
« est entendu. »

Cette manière de voir est très judicieuse ; seulement il aurait fallu tenir compte de l'intention de l'inculpé. En effet ce qui est présumé dans un propos diffamatoire prononcé dans un lieu non public, c'est que l'auteur de la diffamation n'a pas eu l'intention de le répandre au dehors.

Si par hasard il a été entendu du dehors, il n'y a pas de

sa faute et il ne doit pas être tenu responsable de ce qu'il n'avait pas l'intention de faire. Si son intention coupable est prouvée, il doit en subir les conséquences et tomber sous l'application de la loi.

Donc la circonstance que les propos sont accidentellement parvenus dans un lieu public ne suffit pas; il faut encore qu'il soit établi que l'auteur du propos a eu l'intention de se faire entendre du dehors. C'est en ce sens que la jurisprudence française s'est fixée (Poitiers, 10 fév. 1858; Orléans, 14 juin 1869; Paris, 2 janv. 1892).

Si donc des propos injurieux ont été adressés à un juge dans son cabinet particulier attenant à la salle d'audience, il n'y aurait pas malgré cela délit si le délinquant n'a pas eu l'intention de se faire entendre.

2° Réunions publiques

Nous n'avons pas de loi sur les réunions publiques.

En France, la matière est régie par la loi du 30 juin 1881 sur l'exercice du droit de réunion. Cependant nous pouvons dire qu'une réunion est publique quand elle est ouverte soit au public en général, soit à une certaine catégorie de personnes n'ayant entre elles aucune relation.

Deux conditions essentielles sont donc nécessaires pour qu'il y ait réunion publique :

1° *Concours d'un certain nombre de personnes.* — Ce

nombre ne peut pas être déterminé et est laissé à l'appréciation des tribunaux.

2° Relations existant entre les différentes personnes. — Pour qu'il y ait réunion publique il faut, en premier lieu, qu'il n'y ait pas relation entre les différentes personnes composant la réunion publique. La jurisprudence et la doctrine françaises sont unanimes à admettre que les réunions de famille, d'amis ou de connaissances et les réunions dites « veillées » ne sont pas des réunions publiques (Chassan).

Applications. — Sont censés avoir été proférés dans une réunion publique : 1° Les propos diffamatoires tenus dans une maison en présence d'un certain nombre d'ouvriers pris au hasard (Paris, 8 avril 1840); 2° Les propos tenus dans une maison particulière en présence de certaines personnes réunies pour le cassage des noix (Cass., 26 mai 1859).

Que décider d'une réunion unissant les différents créanciers d'une faillite? Est-elle une réunion publique?

Les créanciers d'une faillite ne sont pas ordinairement liés l'un à l'autre; ils ne se connaissent pas la plupart du temps. Donc, d'après ce que nous venons de dire, la réunion de ces créanciers doit être réputée publique. C'est en ce sens que s'est fixée la jurisprudence française (Cass., 1^{er} fév. 1851; 21 avril 1864).

Si la réunion des créanciers d'une faillite est une réunion publique, il doit en être de même de la réunion des actionnaires et membres d'une Société.

II. — PUBLICITÉ PAR L'ÉCRITURE

Nous en avons ainsi fini avec le premier mode de publicité : la publication par la parole. Nous allons nous occuper maintenant du deuxième mode, la publication par l'écriture. Elle figure dans les articles 148 et 150 du Code pénal égyptien (articles 23 et 28 de la loi française de 1881).

En combinant ces deux articles, on trouve que les éléments matériels ou instruments de la publication sont : les écrits, imprimés, placards, affiches, dessins, gravures, peintures et emblèmes.

Nous allons étudier tout d'abord ces instruments et ensuite nous étudierons les moyens par lesquels ces instruments sont rendus publics.

A. — *Instruments de publication*

Écrits et imprimés. — La loi parle ici de tous les écrits faits à la main, ainsi que de ceux faits au moyen de l'impression : typographie, lithographie, autographie, etc.

Placards et affiches. — Les placards et affiches ne sont que des variétés des écrits et des imprimés. Pourquoi donc la loi les a-t-elle cités à part après avoir parlé des écrits et imprimés ? Faut-il conclure de cette disposition spéciale que la loi veut les soustraire aux dispositions

applicables aux écrits et imprimés et, notamment, qu'ils ne sont des instruments de publication que s'ils sont exposés aux regards du public et qu'ils cessent de l'être s'ils sont vendus ou mis en vente? Certainement non. Pourquoi donc la loi a-t-elle été ainsi rédigée? C'est simplement parce que le législateur a voulu faire une énumération très complète et a craint que l'expression « écrits ou imprimés » ne soit pas assez compréhensive malgré sa généralité. C'est justement pour éviter que les affiches et placards peints ou dessinés sur des murailles ne soient pas considérés comme des écrits et imprimés, que le législateur a fait une disposition spéciale pour les placards et affiches et si le législateur n'a précisé à leur égard comme moyen de publicité que l'exposition aux regards du public, c'est précisément parce que ces placards et affiches sont toujours collés au mur; mais le jour où ces placards et affiches seraient arrachés du mur pour être vendus ou mis en vente, ils seraient forcément régis par les dispositions que la loi consacre aux écrits et imprimés.

Dessins, gravures, peintures et emblèmes. — Ces expressions comprennent tous les produits de la peinture, de la gravure et du dessin. La loi française ajoute l'image que la loi égyptienne n'a pas mentionnée. On entend par emblème une figure symbolique accompagnée d'une légende. « Toutefois, même en l'absence de légende, certains signes symboliques peuvent avoir par eux-mêmes le caractère d'emblèmes. »

La loi n'a pas mentionné la publication par sculpture car

l'emblème peut comprendre la sculpture. C'est ainsi qu'il a été jugé en France que des bustes et des statuettes représentant des personnages et des médailles, des savons portant dans leur pâte un portrait et des armoiries, sont considérés comme des emblèmes (V. Le Poittevin, t. I, p. 575 ; et Barbier, t. I, n° 257).

Moyens de publicité. — D'après l'article 148, les moyens de publication pour les écrits et imprimés sont la vente, la mise en vente, la distribution ou l'exposition ; pour les placards et affiches, l'exposition aux regards du public. D'après l'article 150, le moyen de publication pour les dessins, gravures, peintures et emblèmes consiste en ce qu'ils soient rendus publics ou mis en vente dans un endroit quelconque.

On voit par là que les moyens de publication énumérés dans l'article 150 sont plus étendus que ceux de l'article 148. En effet, il suffit que les dessins, gravures, peintures, emblèmes, soient rendus publics par n'importe quel moyen et qu'ils soient mis en vente et, à plus forte raison, vendus dans n'importe quel endroit pour que le délit soit consommé et réprimé par la loi. J'ai dit : à plus forte raison la vente, car si la mise en vente (qui est le délit tenté) est punissable, il doit en être de même du délit consommé qui est la vente.

Vente. — La loi ne veut parler ici que de la vente commerciale, c'est-à-dire qu'il faut que l'écrit ou l'imprimé soit mis dans le commerce pour qu'il soit un instrument de publication entraînant la sanction de la loi. Ainsi, un

bibliophile qui vend à un autre amateur un livre pour le garder dans sa bibliothèque, ne tombe pas sous le coup de la loi. Mais si cet amateur qui a acheté le livre vient à l'exposer aux regards de celui qui veut l'acheter, il devra subir les conséquences de l'article 148.

Il résulte de là qu'il n'est pas nécessaire qu'un grand nombre d'exemplaires soient vendus. La vente d'un seul exemplaire suffit. Il n'est pas nécessaire non plus qu'il y ait un certain nombre d'acheteurs. Ce qu'il importe d'examiner, c'est l'intention de celui qui vend de mettre l'objet vendu dans la circulation commerciale. A-t-il cette intention? Il est responsable; sinon, il ne l'est pas.

Mise en vente. — La mise en vente n'est que la tentative de vente. La loi cependant ne l'a pas définie et l'a laissée à l'appréciation des tribunaux. On doit certainement considérer comme mis en vente un livre exposé dans un magasin ou dans les vitrines de ce magasin, ou même simplement annoncé dans le catalogue ou dans des prospectus, car ces faits sont des actes d'exécution de la vente. Toutefois, l'intéressé pourra faire la preuve contraire et soutenir que, malgré les apparences, cet ouvrage n'avait pas été vendu. Il a été jugé, en France, que la simple détention en portefeuille dans un magasin de dessins, gravures, constitue, même en l'absence de toute exposition, un fait de mise en vente punissable (Bordeaux, 24 novembre 1852); — que le fait de montrer à un client des dessins dans le but de les lui vendre, alors même qu'ils n'aient pas été exposés soit à la vitrine, soit à l'étalage, constitue

également une mise en vente punissable (Angers, 27 octobre 1871).

Cette jurisprudence pourra être accueillie en Égypte, car les dispositions des deux lois sont les mêmes.

Distribution. — La distribution est la remise à plusieurs personnes d'écrits, d'imprimés ; c'est le fait de répandre une chose dans le public.

Faut-il que la chose publiée soit tirée à plusieurs exemplaires et distribuée à plusieurs personnes ?

La question ne s'est pas posée chez nous, en Égypte ; ni les tribunaux ni les auteurs n'ont eu l'occasion de la trancher. Résolvons-la à l'aide de la jurisprudence et la doctrine françaises.

La jurisprudence française dit que la pluralité d'exemplaires n'est pas nécessaire : elle considère comme pouvant constituer un fait de distribution la communication à plusieurs personnes d'un seul et même écrit, par exemple d'une lettre missive. Elle admet donc la pluralité de personnes.

La doctrine française s'est ralliée à la jurisprudence. Certains auteurs sont allés même plus loin et ont soutenu que la remise d'un seul exemplaire imprimé à une seule personne pourrait suffire pour qu'il y ait distribution (Chassan, t. I, n° 77 ; Fabreguettes, t. I, n° 55 ; Dalloz).

Après avoir passé en revue la vente, la mise en vente et la distribution, il nous reste à étudier une disposition commune à ces trois faits.

L'article 148 a dit : « écrits, vendus ou distribués, mis

en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics ».

Est-il nécessaire, d'après cet article, que la vente, mise en vente ou distribution soient effectuées dans des lieux ou réunions publics ? Comme nous venons de le voir, l'article 148 est conforme à l'article 23 de la loi française de 1881. En étudiant la loi française sur la question, nous pouvons peut-être y puiser une solution.

La loi française de 1819 considérait comme publics les écrits et imprimés vendus, distribués ou mis en vente dans des lieux non publics. La législation de 1881 a adopté les modes de publicité établis dans l'article premier de la loi de 1819, de sorte que l'ancien état de choses se trouve ainsi consacré. Or, pour la vente et la distribution, le texte de la loi de 1819 ne laisse aucun doute : Il n'y a pas besoin qu'ils soient effectués dans des lieux ou réunions publics. Pour la mise en vente, la question a été controversée à cause de la conjonction « ou » qui lie « mis en vente » et « exposés ». Cependant la jurisprudence applique ici la solution adoptée pour la vente et distribution, car, malgré la conjonction « ou », les mots « mis en vente » et « exposés » sont séparés par une virgule de façon à indiquer que les mots « lieux ou réunions publics » ne se rapportent qu'au dernier qualificatif « exposés ». Telle est la solution adoptée en France avant 1881. Rien ne prouve que la loi de 1881 a voulu faire une innovation. Il est vrai que la virgule qui, en 1819, séparait les mots « mis en vente » et « exposés » a été supprimée en 1881 ; mais tout permet de croire que cette suppression

est le résultat d'une simple erreur de copie (Barbier, t. I, 258 et Fabreguettes).

La Cour de cassation a consacré définitivement cette solution (Cass., 20 janvier 1883 et 24 mai 1884).

Telle est la législation française sur la question et telle a été l'interprétation des mots « mis en vente ou distribués », dans l'article 23 de la loi de 1881.

Doit-elle être adoptée pour l'article 148 du Code pénal égyptien ? Pour la vente et la distribution, oui ; mais pour la mise en vente, non et voici pourquoi.

En rapprochant l'article 148 de l'article 150, on pourra aisément trouver la solution. L'article 150 dit : « toute attaque dirigée par l'un des mêmes moyens (moyens de l'art. 148) ou par des dessins, gravures, etc., rendus publics ou mis en vente dans un *endroit quelconque*... ». La loi a donc statué expressément : il n'est pas nécessaire que la mise en vente soit effectuée dans un endroit public ; elle peut se faire dans un endroit quelconque. Il faut donc conclure de cette disposition expresse de l'article 150 que le législateur a voulu traiter autrement la question dans l'article 148, car si l'on devait interpréter ainsi l'article 148 et dire que la mise en vente peut être publique dans un endroit quelconque, je crois que le législateur ne se serait pas mis dans l'obligation de le mentionner expressément dans l'article 150. D'autre part, nous ne pouvons pas soutenir, comme on l'a prétendu dans la législation française, que la suppression de la virgule dans notre article 148 a été faite par erreur, car nous n'avions pas chez nous de

législation antérieure à celle qui nous régit actuellement. Donc la mise en vente et l'exposition doivent se faire dans des lieux ou réunions publics.

Exposition. — L'exposition est très facile à définir. C'est la mise de l'écrit ou de l'imprimé dans un endroit tel que ceux qui entrent dans cet endroit puissent le voir facilement. Il faut donc que l'écrit ou l'imprimé soit vu. S'il ne peut pas l'être, par exemple si cet écrit a été renfermé dans une enveloppe cachetée, il n'y aura pas d'exposition punissable (Nancy, 18 février 1886). L'exposition doit se faire dans un lieu ou réunion publics, autrement elle ne sera pas un mode de publication. Cependant l'exposition sera censée être faite dans un endroit public si elle a été faite dans un endroit privé devenu accidentellement public, ou si l'exposition est faite de manière à être aperçue d'un lieu public.

C'est une solution adoptée par analogie de ce que nous avons vu pour la publication par la parole. De plus, le texte même de l'article 148 confirme cette solution par analogie, car il se sert indifféremment des mots « exposés dans des lieux publics » ou « exposés aux regards du public » (La doctrine et la jurisprudence françaises sont en ce sens).

Il a été jugé en France qu'il y a exposition publique : 1° dans le fait de coller une affiche dans le vitrage d'une boutique (Cass., 17 nov. 1883); 2° dans le fait pour un photographe d'exposer dans une vitrine une photographie modifiée de façon à rendre ridicule la personne repré-

sentée (16 février 1870) ; 3° le fait d'avoir appliqué un numéro de journal contenant des articles obscènes contre la porte d'un magasin ouvert à tout venant (Paris, 20 novembre 1814).

B. — *Cas spéciaux de distribution*

Lettres missives. — Une lettre contenant des propos diffamatoires envoyée à une personne quelconque ne constitue pas un véritable fait de publication. Mais si le destinataire de cette lettre lui donne la publicité, soit en la communiquant à plusieurs personnes, soit par n'importe quel autre moyen, il y aurait là un fait de publication punissable. La victime pourra alors poursuivre ce destinataire s'il a agi en connaissance de cause. Elle pourra également attaquer l'auteur à moins qu'il ne soit établi que cet auteur n'avait nullement l'intention de rendre la lettre publique et que c'est le destinataire qui, de sa propre initiative, a donné cette publicité à ladite lettre. Dans ce cas, l'auteur échappe à toute poursuite.

Mais si la lettre envoyée à une seule personne ne constitue pas un fait de publicité, il n'en sera pas de même de la lettre envoyée à plusieurs personnes après avoir été tirée à plusieurs exemplaires. Ici le but de l'expéditeur est de la rendre publique. Toutefois, cet expéditeur est admis à prouver que tel n'est pas son but.

La jurisprudence française a consacré, par beaucoup de jugements, les principes que nous venons d'énoncer (Cass.,

10 avril 1817, 22 juin 1844, 29 avril 1846 ; 27 mai 1881).

Que décider si une lettre anonyme injurieuse a été lue publiquement ? Cette lettre aurait alors reçu la publicité que la loi exige et le lecteur devrait être poursuivi comme auteur de la diffamation.

Cartes postales. — La question de savoir si les propos diffamatoires contenus dans une carte postale expédiée par la voie de la poste constituent ou non un fait de publication est une question controversée.

Il y a lieu de distinguer deux hypothèses :

1° La carte ne doit tomber qu'entre les mains du destinataire sans avoir été vue par d'autres que par le facteur. — Dans ce cas il n'y a aucun doute : la carte ne constitue pas un fait de publication.

2° La carte, avant d'arriver au destinataire, devait tomber en d'autres mains. — Cette hypothèse a été prévue par la jurisprudence et commentée par la doctrine française.

En effet, un arrêt de la Cour de Paris, en date du 22 janvier 1863, avait déclaré que, dans cette hypothèse, il y a un fait de publication. L'arrêt qui constatait que le prévenu avait mis à la poste une carte postale contenant des imputations calomnieuses déclarait que cette carte était exposée aux regards non seulement des agents de la poste mais aussi du concierge de la maison et des personnes que leurs besoins avaient appelées dans la loge de ce concierge et considérait que ces faits constituaient la publication par exposition aux regards du public.

Mais cet arrêt de la Cour de Paris a été cassé par arrêt de la Cour de cassation en date du 4 mai 1883.

« La publicité telle qu'elle est définie par l'article 23
« (dont le texte est conforme à l'article 148 de notre Code)
« dit la Cour de cassation, ne peut résulter du simple
« dépôt à la poste d'une carte postale tant que celle ci est
« entre les mains des préposés de l'Administration aux-
« quels il est expressément interdit d'en prendre commu-
« nication sous peine de manquer à leur serment ; d'autre
« part, ajoute l'arrêt, si la décision attaquée déclare que la
« carte, avant d'être remise au destinataire, a été exposée
« aux regards du concierge et des personnes qui allaient
« et venaient dans sa loge, il n'en résulte pas que cette
« carte ait été exposée dans les conditions que suppose l'ar-
« ticle 23 (art. 148 C. pén.) c'est-à-dire placée d'une façon
« apparente, de manière à attirer les regards et à pouvoir
« être lue par le public. Enfin, dit l'arrêt, une loge de con-
« cierge, dépendante d'une habitation fermée, n'est pas,
« par sa nature ou sa destination, un lieu dans lequel le
« public ait le droit de pénétrer ; elle ne saurait être con-
« sidérée comme lieu public que dans ces circonstances
« exceptionnelles qui ne se rencontrent pas dans l'espèce. »

De ces derniers considérants de l'arrêt, Dalloz avait conclu qu'il y aurait publicité si la carte, au lieu d'être déposée dans un lieu privé, l'était dans un lieu public par sa nature ou sa destination, ou dans un lieu privé devenu accidentellement public. Barbier estime et avec raison que telle n'est pas la doctrine de l'arrêt.

D'après lui, il faut la réunion de deux conditions :

1° L'écrit doit être exposé dans le sens de l'article 23 (art. 148) c'est-à-dire placé d'une façon apparente de manière à attirer les regards et à être lu des personnes qui se trouvent sur les lieux ; 2° l'écrit ainsi exposé doit se trouver dans un lieu ou une réunion publics. Il en résulte que la publicité par exposition ne résulte pas du seul fait de l'exposition dans un lieu ou réunion publics tel qu'un café ; il faut, en outre, que l'écrit ait été placé de façon à attirer les regards et à être lu.

La conclusion tirée de l'arrêt par Barbier est très juste ; elle n'est autre que l'interprétation des mots « exposé dans un lieu ou réunion publics » qui se trouvent dans l'article 23.

Cette jurisprudence de la Cour de cassation doit certainement s'appliquer chez nous, car les deux textes de lois sont conformes puisque l'article 148 reproduit textuellement l'article 23.

Télégrammes. — Pour les dépêches, il n'y a aucune difficulté ; elles ne peuvent, en aucun cas, constituer un fait de publicité. Chez nous, les télégrammes sont toujours fermés. Les propos diffamatoires qui s'y trouvent ne sont connus que du destinataire et de celui qui l'expédie. Il n'y a donc pas de publicité possible.

Actes déposés dans un greffe de tribunal. — On sait que le greffe d'un tribunal est un lieu public par destination. L'acte déposé dans les archives de ce greffe peut-il être considéré comme un écrit exposé dans un lieu public ? La

question n'est pas résolue par notre jurisprudence. Résolvons-la à l'aide de la jurisprudence française qui est applicable chez nous à cause de la conformité des textes.

La Cour de cassation avait, tout d'abord, dans un arrêt en date du 22 avril 1818, soutenu qu'un tel acte devait être considéré comme exposé dans un lieu public (Dalloz, V° presse-outrages, n° 8576). — Mais la Cour suprême a abandonné cette première jurisprudence et a tranché la question dans le sens de la négative par deux arrêts en date des 22 février 1839 et 20 décembre 1872.

Le deuxième arrêt s'exprime ainsi :

« Attendu qu'un greffe est un lieu public par sa nature
 « et sa destination ; mais qu'un acte d'appel consigné dans
 « les archives d'un greffe et confié à la garde et à la sur-
 « veillance d'un dépositaire légalement responsable ne
 « peut être considéré comme ayant été exposé dans un
 « lieu public ; qu'en effet les actes classés dans les archives
 « d'un greffe ne sont livrés ni aux libres investigations, ni
 « aux regards des personnes qui y pénètrent, quand il est
 « ouvert au public ; qu'en conséquence, le dépôt d'un acte
 « d'appel dans ces archives ne doit pas être assimilé à
 « l'exposition d'un écrit dans un lieu public, exposition
 « d'où résulterait une présomption légale de publicité. »

Insertions consignées dans les actes authentiques et les exploits d'huissier. — Il ne suffit pas qu'un acte soit authentique pour que les insertions qui s'y trouvent tombent sous l'application de l'article 148.

L'acte authentique n'est qu'un écrit, et l'écrit pour

devenir un fait de publicité doit être vendu, mis en vente, distribué ou exposé aux regards du public. La jurisprudence française est constante sur ce point (Dalloz, Presse-outrages).

Il doit en être de même des actes d'huissiers. Les propos diffamatoires contenus dans un acte d'huissier, un acte d'appel, par exemple, ne tombent donc pas sous l'application de l'article 261 qui veut que la diffamation soit accomplie par l'un des moyens de l'article 148 du Code pénal.

Plaintes et pétitions adressées à l'autorité publique. — Il est incontestable que la publicité qu'exige l'article 148 ne saurait résulter d'une plainte ou d'une pétition adressée à l'autorité publique, par exemple à un fonctionnaire public, à un officier de la police judiciaire. Cette plainte pourrait aboutir à une action en dénonciation calomnieuse ; mais jamais elle ne pourra permettre à la victime d'intenter l'action en diffamation ou injures à cause des propos qui s'y rencontrent. Mais la plainte pourra devenir un fait de publicité punissable dans le cas où le plaignant, au lieu de se borner à confier sa plainte à l'agent compétent, l'aura communiquée à plusieurs personnes n'ayant pas qualité pour la recevoir ou s'il en a fait plusieurs copies destinées au public. Dans ce cas, la victime pourra intenter contre le plaignant et l'action de la dénonciation calomnieuse et l'action diffamatoire. — (Voir, sur la question, Barbier, t. I, p. 236-237, n° 272. — Chassan, t. I, n° 501, — de Grattier, t. I, p. 181). — Cass. française, 27 janvier 1866.

SECTION II

L'intention de nuire

Le deuxième élément du délit de presse est l'intention criminelle. Cet élément est commun à tous les délits, de presse ou autres. Portalis, dans le Conseil des Anciens, s'exprimait ainsi : « Il faut que la volonté de nuire soit « jointe au fait matériel de l'action. Point d'injures « sans esprit d'injure. On peut se tromper au préjudice « du public comme au sien propre ; donc point de délit « lorsqu'on n'aperçoit que la simple erreur sans intention « de manquer aux lois ou de causer un dommage à la « société. » La doctrine de Portalis est adoptée par presque toutes les législations et notamment chez nous. Elle s'applique non seulement au délit d'injure mais à tous les délits de publication sans exception. Il faut donc que le poursuivi ait eu l'intention bien arrêtée de nuire.

En d'autres termes, il faut qu'il y ait eu l'intention de publier et l'intention agressive, c'est-à-dire la volonté de commettre une injure ou une diffamation. Comment peut-on prouver cette double intention ? Le ministère public peut déduire la preuve de cette double intention de tous les faits, de tous les écrits pouvant la rendre manifeste.

L'intention de publier pourra se déduire des circonstances qui accompagnent la publication. Le fait, par exemple, de présenter un livre ou un écrit à l'impression

prouve suffisamment chez l'auteur l'intention de publier. Le fait pour une personne de prononcer dans un lieu public un propos diffamatoire suppose chez cette personne l'intention de publier.

Quant à l'intention agressive, le ministère public peut la prouver par les écrits eux-mêmes, par le discours et encore par les circonstances extrinsèques et notamment par les propos ou écrits publiés antérieurement ou postérieurement aux écrits poursuivis (Cass., 1^{er} juillet 1847). Mais quand les écrits ou discours sont vicieux par leur nature, l'intention coupable est présumée chez l'auteur jusqu'à preuve du contraire. C'est ainsi qu'il est de principe universellement reconnu que les imputations diffamatoires sont réputées avoir été faites avec intention de nuire, sauf au prévenu à prouver sa bonne foi. Cette doctrine, soutenue par Portalis, a été consacrée en France par plusieurs arrêts de la Cour de Cassation et par notre jurisprudence également. (Cass. 15 mars 1821 ; 19 février 1870 ; 13 novembre 1878 ; 10 novembre 1876 ; 18 novembre 1881. — V. aussi Barbier, t. I, n° 279 ; Chassan, t. I, n° 524 ; de Grattier, t. I, p. 179).

CHAPITRE IV

SUPPRESSION ET SUSPENSION JUDICIAIRE D'UN JOURNAL OU ÉCRIT PÉRIODIQUE

Le jugement de condamnation pour un délit de presse pourra, outre les peines édictées par la loi, prononcer la suppression ou la suspension du journal. Il est nécessaire d'étudier les cas de suppression et de suspension prévus par la loi dans l'article 168 du Code pénal.

a) *Suppression*

La suppression d'un journal ou écrit périodique est encourue de plein droit à la suite d'une condamnation pour crime. La suppression est prononcée par le jugement de condamnation qui pourra en outre ordonner la fermeture temporaire ou même définitive de l'imprimerie si l'imprimeur est puni comme complice (art. 168).

La suppression est facultative en cas de seconde ou ultérieure condamnation encourue dans les deux années qui auront suivi la première condamnation, pour provocation, non suivie d'effet, à un crime autre que ceux qui sont dirigés contre la sûreté de l'État, ou pour attaque contre le Khédivat, contre l'ordre de successibilité au trône,

contre les droits de l'autorité du Khédive ou pour offense envers sa personne. Le jugement de condamnation pourra, en outre, prononcer la fermeture temporaire ou même définitive de l'imprimerie si l'imprimeur est condamné comme complice (art. 168, dernier alinéa).

b) *Suspension*

Pour la suspension, elle ne pourra être que facultative. Le juge n'est jamais tenu de la prononcer. La loi, en édictant la faculté de suspendre un journal, a distingué les délits commis contre les particuliers de ceux non commis contre les particuliers.

Pour les délits de la première catégorie, la suspension n'est pas possible.

Pour les délits de la deuxième catégorie, la suspension n'est possible qu'en cas de récidive, sauf pour les délits que nous venons d'énumérer et pour lesquels, en cas de première condamnation, une suspension de deux à six mois pourra être prononcée.

En dehors de ces délits, la suspension n'est possible qu'en cas de récidive. La suspension peut être de quinze jours à un mois ou de deux à six mois.

La première est prononcée en cas de récidive dans les deux ans qui suivront une première condamnation pour un délit de la nature du nouveau délit commis.

La seconde (celle de deux à six mois) est prononcée dans le cas de troisième condamnation dans le même délai (art. 158, al. 2 et 3).

CHAPITRE V

PROCÉDURE

La législation égyptienne n'ayant pas consacré de loi spéciale aux délits de presse qui sont incorporés au Code pénal, il s'ensuit que ces délits se trouvent régis par les mêmes dispositions que les délits ordinaires. Ils sont instruits et jugés, sauf en ce qui concerne la compétence, par les règles de droit commun, c'est-à-dire suivant le Code d'instruction criminelle.

La loi française, au contraire, a établi certaines dispositions spéciales pour les délits de presse que nous étudierons brièvement après avoir traité la question de la compétence et quand nous aurons à traiter des règles qui régissent la matière en droit égyptien.

Nous allons étudier maintenant la compétence qui fait exception à la règle que nous venons d'exposer en tête de ce chapitre et, ensuite, nous étudierons les dispositions communes qui régissent les délits ordinaires et les délits de presse.

I. — COMPÉTENCE

La question de compétence en matière de presse est une des questions qui ont soulevé beaucoup de discussions dans presque toutes les législations. On s'est préoccupé de savoir si on devait ou non déroger aux règles de droit commun régissant les délits. Devra-t-on suivre ces principes généraux et déférer les délits de presse aux tribunaux correctionnels ou à la cour d'assises suivant qu'il s'agit d'un crime ou d'un délit, ou au contraire devra-t-on déroger à ces principes et donner à la cour d'assises une compétence exclusive pour tous les délits de presse : délits ou crimes? La plupart des législations européennes ont adopté ce dernier système.

Il est bien entendu que cette question de compétence ne doit se poser que pour les pays où l'organisation judiciaire connaît la juridiction des assises et lui attribue une compétence spéciale.

En Angleterre, par exemple, cette question ne peut se poser car il n'y a qu'une seule espèce de juridiction et la règle est que toute affaire pénale ou civile est déférée au jury. Les affaires de presse sont déférées au jury comme les autres.

En Hollande, la question ne peut non plus être posée, car ce pays n'a connu la cour d'assises que pendant la domination française de 1811 à 1814, c'est-à-dire pendant trois ans. Après la domination française, le jury a été

méconnu et jamais on n'a songé à le rétablir jusqu'à aujourd'hui.

La législation égyptienne adopte cette compétence par la loi du 16 juin 1910. Avant cette loi, les délits de presse étaient déférés aux tribunaux correctionnels et les jugements rendus étaient par conséquent susceptibles d'appel. Depuis le 16 juin 1910, tous les délits de presse sans exception sont jugés en premier et en dernier ressort par la cour d'assises composée de trois conseillers sans jury. « La Cour, dit l'article 2 de ladite loi, sera saisie en conformité des dispositions de l'article 157 du Code d'instruction criminelle. La procédure à l'audience sera celle édictée en première instance devant les tribunaux correctionnels. » Cet article 157, dont parle l'article, est ainsi conçu : « Le Tribunal sera saisi soit par une ordonnance du juge d'instruction ou de la Chambre du Conseil, soit par citation directe du ministère public ou de la partie civile.

Il résulte de là que la procédure à suivre, tant à l'instruction qu'à l'audience, est celle qui régit les délits ordinaires. On peut en déduire deux conséquences des plus importantes :

1^o La partie civile pourra citer l'accusé directement devant la cour d'assises sans l'intermédiaire du Parquet comme elle a le droit de le faire pour les délits ordinaires.

On sait que la cour d'assises n'était jamais saisie par une citation directe et ceci se comprend, car elle ne pouvait juger que les crimes. Comme elle est devenue compétente

pour certains délits, le législateur n'a pas voulu aggraver la situation de la victime en lui retirant la faculté de saisir directement le tribunal compétent comme il le faisait auparavant.

2° Le juge de renvoi n'est pas saisi de ces délits. Le juge de renvoi est l'intermédiaire entre le Parquet et la cour d'assises en matière de crime. C'est lui qui renvoie à la Cour. Sa mission est analogue à celle de la Chambre de mise en accusation en France. Le rôle de ce juge est supprimé ici puisqu'il ne s'agit pas de crime. Il en est de même en France. La Chambre de mise en accusation n'est pas non plus saisie.

Telles sont les dispositions de la loi du 16 juin 1910. Pourquoi le législateur a-t-il été poussé à adopter ce système et à déroger ainsi au droit commun, en ce qui concerne la juridiction compétente?

La note explicative sur le projet de loi envoyée au Conseil des ministres le 30 avril 1910 va nous le dire : « La « plus haute juridiction criminelle présente de plus « sérieuses garanties pour une juste répression de ces « infractions d'une nature toute spéciale. En matière de « presse, en effet, l'application équitable de la législation « pénale soulève des problèmes juridiques difficiles, « exigeant une grande expérience et le Gouvernement a « cru préférable d'en confier la solution aux magistrats « d'assises, généralement plus âgés et plus expérimentés « et présentant les plus sérieuses garanties de capacité et « d'indépendance. »

La note dit : « et d'indépendance » car ces magistrats sont inamovibles, ce qui n'est pas le cas des autres magistrats.

La note conclut par ces mots : « Le principe consacré « par cette loi s'inspire surtout de la loi française du « 29 juillet 1881 », ce qui nous met dans la nécessité d'étudier les dispositions de cette loi relatives à la compétence et d'exposer les motifs qui ont déterminé la législation française à donner compétence à la Cour.

Après cet exposé rapide, le lecteur pourra juger en connaissance de cause si le législateur égyptien devait ou non imiter le législateur français.

La première loi qui défère à la cour d'assises les délits de presse est la loi française du 26 mai 1819. Avant cette loi, notamment sous le Premier Empire, les délits de presse étaient déférés aux tribunaux correctionnels ou à la Cour suivant qu'il s'agissait de délits ou de crimes. La Charte de 1830 et la Constitution de 1848 consacrent également la compétence du jury.

Au contraire, sous le Second Empire, les règles de la compétence en matière de presse ont été complètement modifiées par les décrets du 31 décembre 1851 et des 17 et 25 février 1852. Ces trois décrets abrogeaient les lois précédentes et ne déféraient pas les délits de presse au jury.

Sous la Troisième République, la loi du 15 avril 1871 a abrogé les dispositions des décrets de 1851 et 1852.

La loi du 29 décembre 1875 a apporté une nouvelle modification à ce régime en augmentant le nombre des délits de la compétence des tribunaux correctionnels, mais

en maintenant en principe la compétence de la cour d'assises.

Tel était l'état de la législation au moment de l'élaboration de la loi de 1881. La question de la compétence fut de nouveau discutée et la Commission de la Chambre des députés se demanda si elle devait suivre le droit commun ou s'en écarter. Après de mûres réflexions et de longues discussions, on a fini par adopter le système qui donne au jury la connaissance des délits de presse.

Voici en quels termes s'exprime le rapporteur de la loi :

« Désertant ici le droit commun pour être *plus favorables*
« à la liberté, nous appelons le jury à connaître de toute
« une série d'infractions qui nous ont paru s'adapter
« davantage au caractère spécial de cette institution.
« Nous avons voulu nous rapprocher du droit commun
« quand il s'est agi de qualifier, de classer les délits ; nous
« voulons nous en écarter maintenant qu'il s'agit de déter-
« miner la compétence.... »

Des termes employés par le rapporteur, « nous appelons le jury à connaître... » on doit conclure que les délits de presse sont déférés à la Cour non parce qu'elle est composée de magistrats plus capables et plus indépendants mais uniquement parce qu'il y a, à côté de ces magistrats, les jurés qui sont, seuls, les juges de la culpabilité ou de la non-culpabilité de l'accusé.

C'est pour être plus favorable à la liberté, ainsi que le dit le rapporteur, qu'on défère ces délits au jury, dont

l'institution répond le mieux à cet esprit libéral que le législateur a voulu protéger en désertant le droit commun. La seule raison qui aurait déterminé le législateur français, comme d'ailleurs tous les autres législateurs qui ont adopté le même système, est l'existence du jury à côté des magistrats de la Cour. En effet, les délits de presse sont des délits d'opinion ; la seule juridiction qui juge au nom de l'opinion publique est la juridiction du jury. Il était donc très logique de lui attribuer le jugement de ces délits.

Les auteurs de la loi de 1881 prétendaient en premier lieu que, du moment qu'il s'agissait d'une question où la politique était en jeu, c'est à des pairs de l'accusé qu'il fallait en remettre la décision. Or les jurés sont, à ce point de vue, dans l'ordre judiciaire, ce que sont les électeurs dans l'ordre politique.

En second lieu, ils faisaient remarquer que pour que des procès soient sainement jugés, il ne faut pas que le Gouvernement puisse influencer ceux qui ont la mission de les juger. Or il est incontestable que le Gouvernement ne peut influencer les jurés dont la mission est essentiellement temporaire, et qui n'attendent rien de lui.

Au contraire, le Gouvernement peut influencer les juges, bien qu'inamovibles, dont il détient le sort et l'avancement. C'est là, dit-on, un argument très sérieux et on faisait remarquer que, sous le Second Empire, le Gouvernement était arrivé à établir, pour la quatrième Chambre du tribunal de la Seine, chargée spécialement des affaires de

presse, un système de roulement qui faisait que les magistrats composant cette Chambre étaient tout à fait dans la main du Gouvernement.

En troisième lieu, ils soutenaient que dans les procès de presse, on avait d'un côté le Gouvernement, de l'autre des hommes qui se prétendent les organes de la société et parlent en son nom. C'est à la société à juger. Or la société ne peut pas être représentée par un tribunal composé de professionnels nommés par le Gouvernement, mais par un jury composé de représentants libres de la société.

Tels sont les motifs qui ont inspiré les auteurs de la loi de 1881. Comme on le voit, tous ces motifs tendent à faire admettre le jury dont ils justifient la compétence et sans l'existence duquel le législateur français n'aurait jamais songé à rompre avec le droit commun.

Il est vrai qu'on a dit que le choix de la cour d'assises est justifié par ce fait qu'avec cette juridiction il serait plus facile qu'avec toute autre d'obtenir un acquittement. Mais même dans ce cas, on peut légitimer la compétence du jury, car s'il y a eu acquittement c'est justement à cause des jurés qui siègent à côté des magistrats.

Reste à savoir quels sont, d'après notre loi, les délits qui ressortissent à la cour d'assises.

L'article 1^{er} de la loi du 16 juin 1910 est ainsi conçu :
« Les délits commis par la voie de la presse ou par tout
« autre moyen de publication seront jugés en premier et
« dernier ressort par la cour d'assises. »

Il faut entendre par l'expression tout « autre moyen de publication » les moyens de publication par l'écriture que nous avons étudiés : écrits, imprimés, affiches, placards, dessins, emblèmes, etc. Il en résulte qu'un même délit peut être de la compétence de la cour d'assises ou des tribunaux correctionnels suivant qu'il a été commis par un des moyens de publication par l'écriture ou par un des moyens de publication par la parole. Ainsi le délit de diffamation commis dans un lieu public sans l'intermédiaire d'aucun écrit est jugé par le tribunal correctionnel, tandis que le même délit de diffamation commis par la voie des journaux, par exemple, est de la compétence de la cour d'assises. Il en sera de même de tous les délits du chapitre xiv du titre II du Code pénal égyptien (art. 149 et suivants).

II. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES SUR LA PROCÉDURE

Sauf en ce qui concerne la compétence que nous venons d'étudier, les délits de presse sont régis chez nous par les mêmes règles que les délits ordinaires.

Les dispositions du Code d'instruction criminelle leur sont donc applicables. De là nous pouvons déduire les deux conséquences suivantes qui sont les plus importantes :

a) *Prescription*

L'action publique en matière de délit de presse sera donc

prescrite conformément à l'article 279 du Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire par dix ans ou trois ans, suivant qu'il s'agira de crime ou de délit. La loi égyptienne est restée fidèle au droit commun comme l'Angleterre qui, elle aussi, s'en est tenue à la prescription ordinaire. Au contraire, la législation française et presque toutes les législations européennes ont admis une prescription beaucoup plus courte que la prescription ordinaire. En France, elle est de trois mois ; dans d'autres pays, elle est de six mois. Elle est la même pour les délits et pour les crimes ; c'est là encore une autre faveur pour les délinquants de presse.

En France, cette dérogation au droit commun date de la loi du 26 mai 1819. Pourquoi donc cette dérogation au droit commun qui est consacrée par toutes les législations ? Voici comment on l'a justifiée dans le projet de loi de 1819 :

« Il est dans la nature des crimes et délits commis avec
« publicité, et qui n'existent que par cette publicité même,
« d'être aussitôt aperçus et poursuivis par l'autorité et ses
« nombreux agents. Il est de la nature des effets de ces
« crimes et délits d'être rapprochés de leur cause. Elle
« serait tyrannique la loi qui, après un long intervalle,
« punirait une publication à raison de tous ses effets
« possibles les plus éloignés, lorsque la disposition toute
« nouvelle des esprits peut changer du tout au tout les
« impressions que l'auteur lui-même se serait proposé de
« produire dans l'origine ; lorsque enfin le long silence de
« l'autorité élève une présomption si forte contre la crimi-

« nalité de la publication. Il a donc paru convenable
« d'abrégé beaucoup le temps de la prescription de
« l'action publique. »

La loi de 1881 s'est inspirée de ces considérations et même a consacré un délai encore plus court que celui de la loi de 1819. De six mois qu'il était en 1819, il a été réduit à trois par l'article 65 de la loi de 1881.

b) *Détention préventive*

Le Parquet ou le juge d'instruction peuvent décerner des mandats d'amener et d'arrêt contre les délinquants de presse, conformément aux articles 35, 36 du Code d'instruction criminelle. Ces délinquants peuvent donc être mis en détention préventive. C'est rigoureusement le droit commun qui leur est applicable. La législation égyptienne n'a pas voulu faire d'exception pour eux.

Au contraire, la loi française fait jouir les prévenus en matière de presse du privilège de n'être pas mis en détention préventive s'ils sont domiciliés en France, sauf les restrictions apportées par la loi du 12 décembre 1893 sur les menées anarchistes. En dehors des délits prévus par cette loi et des crimes commis, les prévenus en matière de presse ne sont pas mis en détention préventive.

C'est là une grosse faveur. Pour la justifier, on assimile les délits de presse aux délits politiques qui ne sont pas de même nature que les délits de droit commun. Cependant il est facile d'apercevoir que cette façon de procéder n'est pas

suffisamment justifiée. En effet, ce qu'on veut empêcher par la détention préventive, c'est le renouvellement des actes délictueux, d'une part, et la fuite du prévenu, d'autre part. Or, la profession du journaliste étant de faire des articles, il est probable que restant en liberté, ce dernier continuera à écrire et que beaucoup de ses nouveaux articles auront un caractère délictueux.

Quant à la fuite du prévenu elle est à craindre aussi bien de la part du délinquant en matière de presse que du délinquant ordinaire.

Vu .

Le Président de la thèse,
F. LARNAUDE.

Vu :

Le Doyen,
P. CAUWES.

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

ANNEXE I

Loi n° 27 de 1910 sur la poursuite des délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication.

Nous, Khédive d'Égypte,

Vu le Code d'instruction criminelle ;

Vu la loi n° 4 de 1905 instituant les Cours d'assises ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Le Conseil Législatif entendu ;

Décrétons :

Article premier. — Les délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication seront jugés en premier et dernier ressort par la Cour d'assises.

Art. 2. — La Cour sera saisie en conformité des dispositions de l'article 157 du Code d'instruction criminelle.

La procédure à l'audience sera celle édictée par ce Code pour la procédure en première instance devant les tribunaux correctionnels.

Art. 3. — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution de la présente loi qui entrera en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

Fait à Alexandrie, le 16 juin 1910.

ANNEXE II

Notice explicative (1) du projet de Loi sur la poursuite des délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication.

Le projet actuellement soumis à l'approbation du Conseil des Ministres a pour but d'étendre la compétence de la Cour d'assises aux délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication.

La plus haute juridiction criminelle présente de plus sérieuses garanties pour une juste répression de ces infractions d'une nature toute spéciale. En matière de presse, en effet, l'application équitable de la législation pénale soulève des problèmes juridiques difficiles, exigeant une grande expérience et le Gouvernement a cru préférable d'en confier la solution aux magistrats d'assises, généralement plus âgés et plus expérimentés et présentant les plus sérieuses garanties de capacité et d'indépendance.

La procédure prévue par le Code d'instruction criminelle en matière de délits sera applicable devant les Cours d'assises, ce qui aura notamment pour avantage de maintenir le droit de citation directe de la partie lésée et celui du ministère public. On n'enlèvera donc au public, par ce changement de juridiction, aucune des garanties actuellement existantes dans les poursuites pour délits de presse.

Le principe consacré par cette loi s'inspire surtout de la loi française du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse, qui a donné d'une manière presque générale compétence à la Cour d'assises en matière de délits de presse.

(1) Envoyée au Conseil des Ministres le 30 avril 1910, sub. n° 3656.

ANNEXE III

Chapitre XIV du Code pénal sur les crimes et délits commis par la voie de la presse, etc..., tel qu'il a été modifié par la loi 28 de 1910.

Art. 148. — Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, soit par des gestes, des discours, cris ou menaces proférés dans un lieu public ou dans une réunion publique, par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards et affiches exposés aux regards du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre cette action si la provocation a été suivie d'effet.

Lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime, le juge appliquera les dispositions de l'article 46 du présent Code.

Art. 149. — Quiconque, par l'un des moyens énoncés dans l'article précédent, aura directement provoqué à commettre les crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, ou des crimes contre la sûreté de l'État, sans que ladite provocation ait été suivie d'aucun effet, sera puni de l'emprisonnement.

Art. 150. — Toute attaque dirigée par l'un des mêmes moyens, ou par des dessins, des gravures, des peintures ou emblèmes rendus publics ou mis en vente dans un endroit quelconque, contre le Khédivat, contre l'ordre de successibilité au trône, contre les droits de l'autorité du Khédive, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans ou d'une amende n'excédant pas 100 livres égyptiennes (2.600 francs).

Art. 151. — Sera puni des mêmes peines quiconque, par l'un des moyens indiqués à l'article précédent, aura excité à la haine ou au mépris du gouvernement du Khédive.

Art. 152. — Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans toute provocation, par l'un des mêmes moyens,

adressée aux militaires dans le but de les exciter à la désobéissance ou de les détourner de leurs devoirs militaires.

Art. 153. — Quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura cherché à troubler la paix publique en excitant au mépris ou à la haine contre une ou plusieurs classes de personnes, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an ou d'une amende n'excédant pas 50 livres égyptiennes.

Art. 154. — Sera puni de la même peine quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura provoqué à la désobéissance aux lois, ou fait l'apologie d'actes qualifiés crimes ou délits par la loi.

Art. 155. — Tout outrage commis par l'un des mêmes moyens à la morale publique ou aux bonnes mœurs, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an ou d'une amende n'excédant pas 50 livres égyptiennes.

Art. 156. — Sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas dix-huit mois ou d'une amende n'excédant 100 livres égyptiennes, toute offense commise, par l'un des mêmes moyens, envers la personne du souverain.

Art. 157. — Sera punie des mêmes peines l'offense commise, par l'un des mêmes moyens, envers la personne des souverains ou envers celle des chefs de gouvernements étrangers.

Art. 158. — Sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 30 livres égyptiennes, toute offense commise, par l'un des mêmes moyens, envers les membres de la famille khédiviale.

Art. 159. — Seront punis des mêmes peines l'outrage, la calomnie, l'injure, commis par l'un des mêmes moyens, contre un fonctionnaire public, un agent de la force publique, ou toute autre personne chargée d'un service public, pour des faits relatifs à leurs fonctions ou à leurs services.

Art. 160. — Seront passibles des mêmes peines l'outrage, la calomnie, l'injure commis par l'un des mêmes moyens contre les cours, tribunaux, corps constitués, autorités ou administrations publiques.

Art. 161. — La calomnie et l'injure commises, par l'un des mêmes moyens, envers les agents diplomatiques ou consuls généraux accrédités près du Khédive, au sujet de faits relatifs à leurs fonctions seront punies des mêmes peines.

Art. 162. — La publication ou reproduction faite de mauvaise foi, par l'un des mêmes moyens, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, lorsque ces nouvelles ou pièces seront de nature à troubler la paix publique, sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas dix-huit mois, et d'une amende n'excédant pas 100 livres égyptiennes, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 163. — Quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura rendu compte, autrement que par la simple annonce, de la plainte faite sur la demande du plaignant ou autrement que par la simple publication du jugement, des procès où la preuve des faits allégués n'est pas admise par la loi, ou des procès civils ou criminels dans lesquels un huis clos aura été ordonné, ou qui aura rendu compte, avec infidélité et mauvaise foi, des audiences publiques des cours et tribunaux sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 30 livres égyptiennes (ainsi modifié par la loi n° 28 de 1910).

Art. 164. — Dans tous les cas où la reproduction des débats judiciaires, à raison du caractère du fait incriminé, présenterait un danger pour l'ordre public, les tribunaux auront la faculté de l'interdire en tout ou en partie, sous peine d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 100 livres égyptiennes (Loi n° 28, 1910).

Pour le cas de récidive dans les deux années qui suivront une première condamnation pour délit de presse autre que ceux commis contre des particuliers, le jugement de condamnation qui réprimera un nouveau délit de même nature, pourra prononcer la suspension du journal ou écrit périodique, pour un temps qui ne sera pas moindre de quinze jours ni supérieur à un mois.

Une suspension de deux à six mois pourra être prononcée pour une troisième condamnation dans le même délai.

Une suspension de deux à six mois pourra être également prononcée par un premier jugement de condamnation, si la condamnation est encourue pour provocation, non suivie d'effet, à un crime autre que ceux dirigés contre la sûreté de l'État, ou pour attaque contre le Khédivat, contre l'ordre de successibilité au trône, contre les droits de l'autorité du Khédivé ou pour offense envers sa personne.

En cas de seconde ou ultérieure condamnation, encourue dans les deux années suivantes, pour lesdites provocations, attaque ou offense, le jugement pourra prononcer la suppression du journal ou écrit périodique, et même ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'imprimerie, si l'imprimeur est puni comme complice.

NOTA. — La loi n° 28 du 16 juin 1910, qui a modifié les articles 163, 164, 165 du Code pénal est venue ajouter, après l'article 166, un autre article 166 *bis* dont nous avons parlé dans cet ouvrage et qui est ainsi conçu : « Dans l'application des peines ci-dessus, seront punis comme auteurs principaux et dans l'ordre suivant :

« 1° Les gérants ou éditeurs, quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations ;

« 2° A leur défaut, les auteurs ;

« 3° A défaut des auteurs, les imprimeurs ;

« 4° A défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs.

« Le tout sans préjudice de l'application des principes généraux en matière de complicité, s'il y a lieu. »

ANNEXE IV

Note explicative du Gouvernement sur l'article 166 *bis*.

Lorsque le Code pénal fut révisé en 1904, on a supprimé

l'ancienne disposition de l'article 174, qui consacrait en matière de presse « la responsabilité par cascade » dérogatoire aux règles de la participation criminelle.

Il résultait de cette suppression que tout individu coupable, soit comme auteur, soit comme complice d'une infraction commise par la voie de la presse, ne pouvait plus être poursuivi que conformément au droit commun.

On avait espéré pouvoir atteindre ces infractions et établir la responsabilité des gérants ou des éditeurs, les principaux responsables, en se basant sur les principes généraux en matière de complicité. Mais l'expérience des six dernières années a prouvé qu'on s'était trompé. Il est en effet généralement très difficile d'établir l'intention criminelle du gérant qui échappe ainsi souvent à la répression. Si, par exemple, l'auteur est inconnu ou se trouve à l'étranger, il ne reste plus que l'imprimeur ou le vendeur dont la complicité est encore plus difficile à démontrer et le châtiment inefficace.

Le Gouvernement croit qu'il est préférable de revenir au principe qui consacrait l'ancien article 174, principe reconnu également par la loi française du 29 juillet 1881.

La disposition proposée (art. 166 *bis*) établit à l'encontre du gérant ou éditeur une présomption de culpabilité justifiée en fait, car ils ont toute facilité de prendre connaissance de ce qu'ils publient et ils doivent supporter la responsabilité des articles insérés dans leur journal.

A défaut de gérant ou éditeur, ce sont les auteurs qui sont poursuivis comme auteurs principaux ; à défaut des auteurs, les imprimeurs et à défaut de ces derniers les vendeurs, distributeurs ou afficheurs.

Cette disposition réserve naturellement les principes généraux en matière de complicité, c'est-à-dire que, si le gérant est poursuivi comme auteur principal, les auteurs, imprimeurs et vendeurs pourront être poursuivis comme complices, si les dispositions des articles 40 et suivants du Code pénal leur sont applicables.

Art. 165. — Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas deux mois ou d'une amende n'excédant pas 10 livres égyptiennes, quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 163, aura rendu compte des délibérations intérieures des cours et tribunaux (ainsi modifié par la loi n° 28 de 1910).

Art. 166. — Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an ou d'une amende n'excédant pas 50 livres égyptiennes, quiconque aura ouvert ou annoncé, par l'un des mêmes moyens, des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais, dommages et intérêts prononcés par des condamnations judiciaires pour crimes ou délits.

Art. 167. — En cas de poursuite de crimes ou délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, les écrits, placards, imprimés, dessins, gravures, peintures, emblèmes, les clichés, planches ou pierres et autres instruments de publication, pourront être saisis.

Le jugement de condamnation ordonnera, s'il y a lieu, en tout ou en partie, la suppression ou la destruction des objets saisis ou de ceux qui pourront l'être ultérieurement.

L'impression du jugement dans un ou plusieurs journaux et l'affichage pourront être ordonnés aux frais du condamné.

Tout journal ou écrit périodique sera tenu d'insérer dans un de ses numéros, dans le mois du jugement, la condamnation prononcée contre lui, sous peine de suppression.

Art. 168. — Une condamnation pour crime commis par la voie de la presse entraîne, de plein droit, la suppression du journal ou écrit périodique dont le propriétaire ou le gérant a été condamné. La suppression est prononcée par le jugement de condamnation, qui peut, en outre, ordonner la fermeture temporaire ou même définitive de l'imprimerie si l'imprimeur est puni comme complice.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
INTRODUCTION	
I. — DROITS PUBLICS ET LIBERTÉ DE LA PRESSE.....	3
II. — NOTIONS GÉNÉRALES SUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.....	8
PREMIÈRE PARTIE	
CHAPITRE I. — HISTOIRE DE LA PRESSE EN ÉGYPTÉ.....	13
CHAPITRE II. — IMPRIMERIE.....	17
CHAPITRE III. — JOURNAL ET ÉCRIT PÉRIODIQUE.	23
SECTION I. — <i>Caractères des écrits périodiques</i>	23
SECTION II. — <i>Dispositions de la loi relatives aux journal et écrit périodique</i>	26
SECTION III. — <i>Suspension et suppression du journal par voie administrative</i>	30
CHAPITRE IV. — COMMUNIQUÉ ET DROIT DE RÉPONSE....	33
A. — Communiqué.....	33
B. — Droit de réponse.....	34

CHAPITRE V. — DISPOSITIONS DIVERSES DE LA LOI.. . . .	38
a) Journaux ou écrits publiés hors l'Égypte.....	38
b) Distribution et colportage.....	39
c) But du cautionnement.....	39

CHAPITRE VI. — LA LOI DE 1881 EST-ELLE APPLICABLE AUX ÉTRANGERS.....	41
---	----

DEUXIÈME PARTIE

Délit de presse

CHAPITRE I. — UNE LOI SPÉCIALE POUR CES DÉLITS EST-ELLE NÉCESSAIRE.. . . .	51
CHAPITRE II. — NATURE JURIDIQUE DU DÉLIT DE PRESSE.....	54
a) Système de la responsabilité.....	55
b) Système des cascades.....	56
c) Système de la législation égyptienne.....	58
CHAPITRE III. — ÉLÉMENTS DU DÉLIT DE PRESSE...	67
SECTION I. — <i>Publicité</i>	68
I. — Publicité par la parole.....	69
II. — L'écriture.....	82
SECTION II. — <i>L'intention de nuire</i>	96
CHAPITRE IV. — SUSPENSION ET SUPPRESSION JUDICIAIRE D'UN JOURNAL OU ÉCRIT PÉRIODIQUE.....	98
CHAPITRE V. — PROCÉDURE.....	100
I. — Compétence.....	101
II. — Dispositions générales sur la procédure.....	108
ANNEXES.....	113

Angers, Imp. J. Siraudeau — 42-3777
